

CONFÉRENCE EUCOCO À LISBONNE

Solidarité européenne avec le peuple sahraoui

LISEZ NOS ARTICLES EN PAGES 3 ET 4

LA FRANCE DES DEUX POIDS, DEUX
MESURES, A SONNÉ L'HALLALI
POUR SAUVER LE SOLDAT SANSAL

Balayez devant vos portes !

*Cette France, si prompte à donner
des leçons, n'est pas aussi
« clean » comme veulent le faire
croire ses alliés. Elle a ses détenus
politiques ...*

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

ÉDUCATION NATIONALE

**C'est parti pour
les examens
du premier
trimestre**

► **Mohamed Seghir
Saâdaoui à l'écoute
des syndicats**

P 2

AUTOMOBILE

**L'usine Fiat
d'Oran accueille
les premiers
apprentis**

P 2

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT

**L'Algérie
à l'honneur
en Italie**

P 2

**HIPPODROME
GUIRRI AISSA - BARIKA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**

**Vers
une arrivée
à surprises**

P 21

LES COURSES EN DIRECT

Sansal « balancé » par ses maîtres

Avant de débarquer en Algérie, Boualem Sansal a fait une bien curieuse rencontre et a échangé avec un personnage politique haut placé dans gouvernement français. On a craché le morceau, bon gré mal gré ! Primo, la veille de son arrestation d'il y a deux semaines à Alger, Sansal a eu le privilège de dîner chez son « ami » Xavier Driencourt, l'ancien ambassadeur de France à Alger. C'est ce dernier lui-même qui l'a affirmé dans la presse.

Secundo, Sansal a échangé par SMS avec Bruno Retailleau, l'actuel ministre de l'Intérieur. C'est quand même curieux non ? Les deux déclarations ont été faites séparément dans l'espace et le temps. Bien qu'on ne soit plus dans le secret désormais, l'information est tombée dans un timing bien précis qui interroge. C'est-à-dire que, les deux politiques français ont déclaré avoir été en contact avec « l'agent Sansal » après l'arrestation de

celui-ci. Soit après le 16 novembre dernier. L'ex-ambassadeur et le premier flic de France auraient-ils balancé leur protégé si ce dernier n'était pas tombé dans son propre piège ? C'est peu probable que ça soit le cas. Mais, le fait d'avouer le contact avec Sansal n'est pas anodin et ni encore moins naïf de la part de Driencourt et de Retailleau. On sait que les deux personnages ont ceci de commun : ne pas porter l'Algérie dans le cœur. Le premier est notoire, le deuxième nous l'a fait savoir dans ses « projets » se rapportant à l'Algérie. Le problème n'est pas là. En revanche, ce qui nous intéresse c'est de connaître les desseins inavoués derrière cette mission, insidieuse sûrement, confiée à Sansal. On le sait, le choix porté sur le « pantin du révisionnisme anti-algérien » est en soi une provocation de l'Algérie. Celui que l'on nous présente dans l'Hexagone comme une « voix des Lumières », « un grand penseur et intellectuel » n'est

qu'un dindon de la farce qui, tout comme son compère l'autre imposteur Kamel Daoud, finira dans la poubelle de l'Histoire. Mais, pour comprendre les visées derrière cette affaire qui n'a pas encore livré tous ses secrets, il faudrait remonter quelques mois en arrière. Jusqu'à au moins octobre 2021, lors que le président Emmanuel Macron avait nié jusqu'à l'existence même de la Nation algérienne avant la colonisation française. Cette grave offense pour un chef d'Etat était une insulte à l'Algérie, son peuple et au million et demi de martyrs qui ont libéré le pays. Depuis lors, une cohorte de politiques et de diplomates à laquelle s'est associé un ramassis de racistes qui gravitent autour de l'axe de la droite et de l'extrême droite ont accompli la sale besogne. Celle de remettre en cause la souveraineté algérienne dans toutes ses dimensions. Il va sans dire que cette entreprise insidieuse, mais vouée à l'échec, a été élaborée dans les officines franco-sionito-marocaines dont le but était de faire plier l'Algérie qui a refusé le diktat de l'impérialisme.

Farid Guellil

ÉDUCATION NATIONALE

C'est parti pour les examens du premier trimestre

Les établissements scolaires des trois cycles de l'éducation (primaire, Cem, et lycées) entament à partir d'aujourd'hui les compositions du premier trimestre pour l'année scolaire 2024/2025.

Pour le cycle primaire, celles-ci se dérouleront du 3 au 12 décembre, et pour les cycles moyen et secondaire du 1^{er} au 5 décembre en cours. À cet effet, le ministère de l'Éducation nationale a donné des instructions aux directions de l'éducation de l'ensemble des wilayas d'organiser les compositions du 1^{er} trimestre selon l'agenda fixé et de respecter les dates pour chaque palier. Le ministère a également invité l'Association nationale des parents d'élèves et la Fédération nationale des parents d'élèves à l'informer en cas d'une quelconque violation de cet agenda par les chefs d'établissements, des inspecteurs ou des enseignants.

PAS DE LANGUES ÉTRANGÈRES POUR LES CLASSES DE 2E AP

Il est important de rappeler, dans ce contexte, les changements apportés cette année à l'opération d'évaluation des élèves notamment du primaire. Ces changements font suite aux réformes mises en œuvre en 1^{ère}, 2^{ème} et 5^{ème} année primaire. Le ministère a ordonné la modification des bulletins scolaires de fin de trimestre et a adopté trois critères d'évaluation pour ce cycle. Les élèves de la 3^e année primaire sont désormais dispensés des examens du premier trimestre en français et en anglais, tandis que les élèves de 4^e année sont exemptés des évaluations du même trimestre en langue amazighe. Les élèves des classes de 1^{er}Ap sont quant à



eux, complètement dispensés des compositions du 1^{er} trimestre, et durant cette période, il sera question d'une évaluation continue dans les matières essentielles (arabe et mathématique), en veillant à entraîner les enfants à l'écriture et à la lecture des lettres et des chiffres. En revanche, les modalités d'évaluation au CEM et au lycée restent inchangées. Le ministère de l'Éducation avait souligné, dans ce contexte l'importance cruciale de l'évaluation dans le processus d'apprentissage, en précisant qu'elle permet de vérifier l'acquisition des connaissances et des compétences par les élèves. Ces nouvelles dispositions s'inscrivent dans le cadre de la restructuration des programmes et des horaires scolaires au primaire, ainsi que

de l'extension de l'enseignement de l'anglais aux élèves de la 5^e année primaire. Ces réformes visent à améliorer la qualité de l'enseignement et à mieux adapter le système éducatif aux besoins des élèves.

LE NOUVEAU SYSTÈME D'ÉVALUATION REPOSE SUR TROIS PILIERS

Il est à noter que le nouveau système d'évaluation des élèves du primaire, adopté par le ministère de l'Éducation nationale et qui entre en vigueur l'année scolaire en cours, repose premièrement sur l'évaluation formative continue. Cette évaluation, qui accompagne quotidiennement les apprentissages, permet de valoriser les efforts des élèves, d'identifier leurs points forts et leurs difficultés, et d'adapter l'enseigne-

ment en conséquence. Elle concerne principalement les langues et les mathématiques (dictée, production orale / écrite, calculs, géométrie...). Il y a, également, les évaluations trimestrielles ; c'est-à-dire qu'un seul examen par matière et par niveau est prévu par trimestre. Pour les élèves de première année, l'évaluation du premier trimestre se fera sous forme de commentaires descriptifs, tandis que les élèves de troisième et de quatrième année bénéficieront de la même évaluation pour les langues étrangères (français, anglais) et l'amazighe. Il y a enfin le calcul des moyennes ; la méthode de calcul des moyennes reste inchangée par rapport à l'année précédente au niveau primaire.

Ania N.

DIALOGUE

Mohamed Seghir Saâdaoui à l'écoute des syndicats

Fraîchement élu à la tête du secteur de l'Éducation nationale, le ministre, Mohamed Seghir Saâdaoui, a présidé hier sa première réunion avec les organisations syndicales agréées. Au cours de la réunion, Saâdaoui a souligné que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé son deuxième mandat en exprimant sa volonté de consolider les mécanismes en mesure de faire du dialogue social un levier de référence afin de juguler les conflits et résoudre les problèmes des travailleurs à travers leurs représentants syndicaux. Dans ce sillage, le ministre a affirmé que « le processus de développement ne peut être l'apanage d'une seule partie » aussi, doit-il « être mené avec les partenaires et les acteurs sociaux afin de parvenir à une perception correcte du développement ». Une telle démarche, a précisé le ministre, consiste à inclure les partenaires sociaux afin de responsabiliser la génération appelée à diriger le secteur. À cet égard, il a souligné que « la tenue de telles réunions avec les partenaires sociaux, devenue impérative, nous incite à établir un programme régulier ».

A. N.

CE GESTE TÉMOIGNE DE RELATIONS ALGÉRO-ITALIENNES FORTES

L'Algérie à l'honneur du Salon international de l'artisanat en Italie

La ministre du Tourisme et des Métiers de l'artisanat, Houria Meddah, a entamé hier sa visite officielle de travail à Milan, en Italie pour participer aux activités de la 28^{ème} édition du Salon international de l'artisanat. Selon un communiqué du ministère, la ministre supervisera la participation de l'Algérie, en tant qu'invité d'honneur intitulée le continent africain, aux activités de la 28^{ème} édition du Salon international de l'artisanat à Milan en Italie. Qui s'étalera jusqu'au 8 décembre, avec la participation de plus de 100 pays. Cette date internationale importante viendra s'ajouter à l'équilibre de la coopération algéro-italienne dans le domaine du tourisme et des métiers de

l'artisanat qui connaît un bon rythme qui s'accorde avec la forte volonté des deux pays de développer une coopération fructueuse à tous les niveaux. Cela reflète également le rapprochement culturel profondément enraciné entre les peuples des deux pays, fondé sur le principe de compréhension et de respect mutuels. D'autre part, la participation de l'Algérie à cet événement international témoignera des fortes relations historiques et fraternelles liant les deux pays, l'Algérie et l'Italie, renforcées à chaque occasion par la volonté des dirigeants des deux pays. Pour l'Algérie, cette exposition internationale est également considérée comme un pont de communication entre les différents

peuples. Il permettra de mettre en valeur et de faire connaître le patrimoine culturel, à travers les compétences et la créativité des artisans et artistes algériens participant avec plus de 80 artisans hommes et femmes. La participation des artisans algériens sera certainement une grande et unique opportunité pour les visiteurs du « Pavillon Algérie » de connaître de près la beauté et la magnificence des produits, des œuvres et des chefs-d'œuvre artistiques algériens réalisés et créés par les doigts des artisans algériens. Une expression de l'authenticité et de l'identité du patrimoine culturel, artistique et civilisationnel du vaste pays qu'est l'Algérie.

Sarah O.

ELLE SERA PRÉSIDIÉE PAR L'ALGÉRIE PENDANT 2 ANS

L'Académie arabe d'allergologie et d'immunologie clinique est créée

Le président de l'Académie algérienne d'allergologie et d'immunologie clinique (AAAIC), Reda Djidjik, a annoncé, à Alger, la création de l'Académie arabe d'allergologie et d'immunologie clinique, qui sera présidée, pendant deux ans, par l'Algérie. S'exprimant à l'ouverture des travaux du 8^e Congrès national de l'AAAIC, en présence de spécialistes algériens et étrangers, le Professeur Djidjik a indiqué que « le premier congrès de l'Académie arabe d'allergologie et d'immunologie clinique sera organisé en Algérie en septembre 2025 », soulignant qu'« il sera une occasion d'échanger les expertises et les expériences en matière d'allergologie et d'immunologie ». Concernant le 8^e Congrès national de l'AAAIC, placé sous le thème « L'allergie au fil des temps, l'immunologie à travers les âges », le représentant du ministère de la Santé, le directeur général des structures hospitalières au ministère, Pr Elias Rehal, a salué la tenue de cette rencontre qui constitue « un espace d'échange d'expériences et d'expertises entre les spécialistes en allergologie et immunologie, venus des quatre coins du monde ». À noter, les participants aux travaux de ce congrès, ont abordé plusieurs thèmes dont les nouveaux traitements et médicaments pour les allergies et l'immunité.

L.Zeggane

AUTOMOBILE

L'usine Fiat d'Oran accueille les premiers apprentis

L'usine Fiat d'Oran a ouvert ses portes à sa première promotion d'apprentis, composée de 25 jeunes issus des centres de formation professionnelle et d'apprentissage de la région. « L'usine Fiat d'Oran a fièrement ouvert ses portes à sa première promotion d'apprentis, un groupe de 25 personnes talentueuses qui se lancent dans une aventure professionnelle qui façonnera l'avenir de l'excellence automobile en Algérie », a écrit Samir Cherfan, directeur des opérations Afrique et MENA du Groupe Stellantis, dans un post sur le réseau social professionnel LinkedIn. Ces apprentis participent à un programme de stage de 30 mois, conçu pour les préparer aux exigences du monde professionnel. Ils intègrent des départements clés de l'usine, tels que les ressources humaines, les technologies de l'informatique, la finance et la maintenance, où ils contribueront à renforcer les activités du site. « Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme de stages de 30 mois, destiné à faire éclore les jeunes talents des centres de formation professionnelle et d'apprentissage de la région d'Oran. Nos apprentis apporteront leurs compétences à des départements clés tels que les ressources humaines, l'informatique, les finances et la maintenance, ajoutant ainsi une nouvelle énergie et une nouvelle expertise aux opérations de l'usine », a précisé Samir Cherfan. Et d'ajouter : « Cette étape importante reflète l'engagement continu de Stellantis Middle East & Africa à favoriser la formation et l'emploi des jeunes tout en constituant une main-d'œuvre plus forte et qualifiée pour stimuler l'innovation et l'excellence en Algérie ». « Nous sommes fiers de donner du pouvoir à la prochaine génération, et nous souhaitons à nos apprentis un stage enrichissant et nous sommes impatients de voir leurs contributions à la famille Fiat et au-delà ! », a-t-il conclu.

S. O.

LA FRANCE DES DEUX POIDS, DEUX MESURES, A SONNÉ L'HALLALI POUR SAUVER LE SOLDAT SANSAL

Balayez devant vos portes !

La France des deux poids, deux mesures, des doubles standards continue de faire feu de tout bois pour tenter de sortir ses crocs et défendre son « missionné » Boualem Sansal. Ce sont toutes les droites qui ont sonné l'hallali pour partir en guerre pour sauver le soldat Sansal.



Ph : DF

Pourtant, cette France, si prompt à donner des leçons, n'est pas aussi « clean » comme veulent le faire croire ses alliés. Elle a ses détenus politiques qui sont retenus dans ses prisons en dépit des lois, ou du moins ses lois, qui sont royalement piétinées. Georges Ibrahim Abdallah, Ilich Ramirez Sanchez dit Carlos croupissent arbitrairement dans les geôles de la France. Cette France des droites qui est encore travaillée au corps par une certaine nostalgie de sa « grandeur coloniale », verse dans la gesticulation pour tantôt demander la libération de Sansal, et tantôt exiger en termes d'où suinte l'esprit voyou, la libération de ce supplétif.

Un dicton algérien dit que « le chameau ne regarde pas sa bosse », et il s'applique parfaite-

ment pour cette France de Macron qui retrouve son essence coloniale et surtout fasciste. Cette droite qui se veut aujourd'hui soutien d'Israël et de Macron n'a-t-elle pas comme modèle la France de Vichy de Pétain qui avait collaboré avec le 3e Reich et qui avait donné la liberté à son ministre de l'intérieur et chef de la police Maurice Papon pour envoyer des fournées de juifs aux fours crématoires d'Hitler ?

La France de Zemmour, Le Pen, Estrosi, Sifaoui et K. Daoud s'offusque du silence respectable et respectueux de la gauche. Elle voudrait voir cette gauche, rebelle, lui emboîter le pas, pour verser dans la fange des atteintes aux droits de l'Homme et du soutien aux assassins d'enfants palestiniens. Cette gauche retors rap-

« L'éditorialiste Karim Zeribi a fustigé les propos de Boualem Sansal et les gesticulations de la droite alors que l'historien Benjamin Stora a fait de même en affirmant que « le missionné » de Paris a fait preuve de grosse méconnaissance de l'histoire d'Algérie ».

pelle à cette France ses responsabilités. La députée française du Nouveau Front Populaire

(NFP), Mathilde Panot, a accusé les autorités de son pays de double standard dans leur gestion de l'affaire de l'écrivain Boualem Sansal. Elle a dénoncé la politique française, qui prône les droits de l'homme et la liberté d'expression tout en pratiquant elle-même la détention arbitraire de prisonniers politiques.

Mme Panot a déclaré à ce sujet : « nous avons des prisonniers politiques. Je dis simplement que chaque pays devrait balayer devant sa porte. Elle faisait référence à la détention arbitraire par Paris de sept opposants kanaks, dont Christian Tien-Tjé, chef des militants kanaks, arrêtés pour avoir manifesté contre l'occupation française de la Nouvelle-Calédonie. Elle a également évoqué le cas du militant communiste

Georges Ibrahim Abdallah qui est libérable depuis 1999 selon le code pénal français, mais qui reste en prison sur pression des États-Unis et d'Israël comme l'ont affirmé plusieurs sources. Manuel Valls et Christian Bonnet, anciens ministres de l'intérieur, avaient subi des pressions pour rejeter des demandes de libération formulées par la défense de Georges Ibrahim Abdallah.

Il y a également le cas de Ilich Ramirez Sanchez dit Carlos qui est lui également libérable mais qui reste en prison car l'exécutif français a cédé aux pressions des USA et d'Israël. À propos de Carlos, la France donneuse de leçon avait organisé une opération commando pour l'enlever au Soudan et l'exfiltrer vers la France. Ce dernier avait été drogué et conduit en France pour y être jugé. La France n'avait pas respecté la souveraineté du Soudan pour organiser son opération de rapt.

De son côté, l'éditorialiste Karim Zeribi a fustigé les propos de Boualem Sansal et les gesticulations de la droite alors que l'historien Benjamin Stora a fait de même en affirmant que « le missionné » de Paris a fait preuve de grosse méconnaissance de l'histoire d'Algérie. Et en attendant que Paris retrouve la raison, on se demande bien quel sera le sort du gouvernement illégitime Michel Barnier quand il mettra en œuvre la disposition du 49.3 de la Constitution pour faire adopter son programme pour l'année 2025 et quel sera son sort s'il fera l'objet d'une motion de censure comme le promet le NFP ?

Slimane B.

SALAH GOUDJIL À PROPOS DE L'ARRÊT DE LA CJUE :

« C'est une nouvelle reconnaissance internationale à la justesse de la cause sahraouie »

Dans une allocution lors des travaux de la 48e conférence de la Coordination européenne des comités de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) tenue à Lisbonne, lue en son nom par le vice-président du Conseil de la nation, Mohamed Reda Ousahla. Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil s'est dit optimiste des « nouvelles victoires issues des efforts des femmes et hommes libres à travers le monde, parmi lesquels la Coordination européenne des comités de solidarité avec le peuple sahraoui. Ces victoires incluent notamment l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui invalide les accords conclus entre l'Union européenne et l'État occupant ». « La décision de la Cour de justice de l'Union européenne constitue une nouvelle reconnaissance internationale de la justesse de la cause sahraouie et une confirmation explicite que la présence marocaine dans la région est une colonisation », a-t-il poursuivi, plaidant pour la « protection des droits du peuple occupé contre les violations et les convoitises ». Il a souligné, dans ce contexte, la nécessité de « poursuivre nos efforts pour que l'application des lois internationales inclut celles relatives à la garantie du droit du peuple sahraoui à

l'autodétermination et à l'indépendance », soulignant que « la décision de la Cour de justice de l'Union européenne affirmant l'illégalité de toute souveraineté marocaine sur le territoire du Sahara occidental, combinée au jugement de la Cour internationale de justice de La Haye qui a appuyé et confirmé l'inexistence de lien historique ou géographique entre le Sahara occidental et le Maroc, rend la persistance de la colonisation dans cette région une offense à la justice internatio-

européenne des comités de solidarité reflète notre conscience de cette responsabilité. Elle réaffirme également notre détermination à poursuivre notre soutien indéfectible aux droits des peuples opprimés et à contribuer, par tous les mécanismes diplomatiques disponibles, à la réussite du processus de décolonisation en Afrique », a-t-il affirmé. « La communauté internationale a, soit l'a-t-elle exprimé haut et fort ou bien de manière discrète, unanimement reconnu la légitimité

ciaux douteux », a ajouté le président du Conseil de la nation. Et de rappeler, à ce propos, que « grâce à son mandat de membre non permanent au Conseil de sécurité, l'Algérie poursuit ses efforts pour la concrétisation de cet objectif sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a donné la priorité aux questions africaines, notamment à la décolonisation, durant le mandat de l'Algérie ».

Ania N.

PORTÉS EN FAVEUR DE LA CAUSE PALESTINIENNE

Lotfi Boudjemaa souligne les efforts de l'Algérie

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa a mis en exergue, lors de sa participation à la 40e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, les efforts de l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la cause palestinienne au niveau des instances onusiennes, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de la 40e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, dont les travaux ont pris fin jeudi au Caire, Boudjemaa a prononcé une allocution dans laquelle « il a salué les efforts de l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la cause palestinienne au

niveau des instances internationales, notamment au Conseil de sécurité et à la Ligue arabe », exprimant « la disposition de l'Algérie à coopérer avec les pays arabes à cet effet », précise la même source. Le ministre a également tenu des rencontres avec ses homologues arabes : M. Adnane Fangari, ministre égyptien de la Justice, M. Khaled Shwani, ministre irakien de la Justice, M. Ahmad Al-Sayyid, ministre syrien de la Justice, M. Abdullah bin Mohammed bin Said Al Saidi, ministre de la Justice et des Affaires légales du Sultanat d'Oman, et M. Sharhabeel Al-Zaem, ministre palestinien de la Justice, conclut le communiqué.

Sarah O.

CONFÉRENCE À LISBONNE

Solidarité européenne avec le peuple sahraoui

Promouvoir la place de l'État sahraoui, défendre les droits et les ressources du peuple sahraoui, et poursuivre l'occupant marocain pour ses crimes contre le peuple sahraoui dans les villes occupées du Sahara occidental : ce sont les objectifs de la 48^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) dont les travaux se poursuivaient hier, samedi, à l'Université de Lisbonne (Portugal), au deuxième et dernier jour, avec la participation de représentants de gouvernements, de députés et d'observateurs d'organisations nationales et internationales, de représentants de la société civile et de sympathisants avec la cause sahraouie.

La conférence est placée sous le thème : "L'Europe et l'Afrique, deux continents unis pour défendre l'autodétermination et l'indépendance du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique". C'est la première fois qu'une activité de cette envergure se déroule dans ce pays à fait savoir le représentant du Front Polisario au Portugal, Mih Omar, dans son allocution d'ouverture. Au menu, hier : la politique et l'information, les ressources naturelles, les droits de l'Homme et les territoires occupés et le renforcement de l'édification de l'État sahraoui.

L'ACTION SYNDICALE

Lors d'une conférence syndicale en solidarité avec le peuple sahraoui, tenue vendredi à Lisbonne, la secrétaire



PH : DR

générale de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), Michèle Decaster a apporté son témoignage sur l'une des victimes ayant fait partie des syndicats des travailleurs sahraouis, en l'occurrence le travailleur Sid Ahmed El Diya, ancien secrétaire général de la Confédération syndicale sahraouie des travailleurs et retraités de l'entreprise Phosboucraa à Laâyoune occupée, et qui a mené une grève contre la politique répressive marocaine pendant plus d'un mois, risquant sa vie à une époque où les disparitions forcées étaient une pratique courante dans le cadre de la politique mise en œuvre par le makhzen. De son côté, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Saguia al-Hamra et Rio de Oro (UGTSARIO), Bachir Salama a indiqué que plus de 20 syndicats ouvriers issus de trois continents (Europe, Afrique et Amérique latine) participent à cette conférence "qui se tient au Portugal alors que son peuple fête l'anniversaire de sa révo-

lution, et que les travailleurs sahraouis célèbrent le 50^e anniversaire de la création de l'UGTSARIO". Le militant sahraoui, Ahmed Tanji, président de l'Agence "Equipe Média" dans les territoires occupés, a rapporté les souffrances endurées par les travailleurs au quotidien face à l'escalade de la colonisation marocaine dans les territoires sahraouis, lesquels sont empêchés, sur leur propre terre, de travailler dans plusieurs domaines, notamment ceux en lien avec la pêche et les mines de phosphate. Pour sa part, le SG de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout a fait savoir que sa participation à cet événement "exprime la solidarité syndicale et internationale avec la cause sahraouie".

FORTE PRÉSENCE DE L'ALGÉRIE

La forte présence de l'Algérie à la 48^e Eucoco reflète son engagement constant en faveur de la défense du droit des peuples à l'autodétermination, a affirmé le vice-président de l'Assemblée populai-

re nationale (APN), Abderrezak Touati, qui conduit la délégation parlementaire algérienne à ces travaux. Il a précisé que les interventions de la délégation algérienne sont axées sur la valorisation des récents acquis obtenus par la cause sahraouie, notamment la décision adoptée par la 4^e Commission de l'Assemblée générale des Nations unies chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, lors de sa 79^e session. Une décision abordant la question du Sahara occidental comme une question de décolonisation. Pour rappel, cette décision a exhorté le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'exécution de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés (Comité des 24), à poursuivre l'examen de la situation au Sahara occidental, en tant que territoire à décoloniser, et à soumettre un rapport à cet égard lors de la 80^e session de l'Assemblée générale.

M'hamed Rebah

POUR IMPOSER LE RESPECT DE LA DÉCISION DE LA CJUE ET DU DROIT INTERNATIONAL

L'EUCOCO se rendra prochainement au Parlement européen

Le président de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), Pierre Galand, a affirmé que l'Algérie jouait un rôle important durant son mandat en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne la défense des droits des peuples opprimés, et à leur tête les peuples palestinien et sahraoui. Évoquant les travaux de la 48^e session de l'EUCOCO, Galand a rappelé la conjoncture dans laquelle se tient ce rendez-vous coïncidant avec le 50^e anniversaire de la (Révolution des œillets) au Portugal, ainsi qu'avec le 50^e anniversaire de la trahison de l'Espagne de ses engagements envers le Sahara occidental, et l'occupation marocaine de ce territoire. La conférence se tient au moment où la cause sahraouie a remporté une nouvelle victoire juridique, après la décision rendue par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), le 4 octobre dernier, portant annulation des accords commerciaux Maroc-UE car incluant de manière illégale les territoires du Sahara occidental, considéré comme « un territoire distinct et séparé du Maroc », a-t-il rappelé, ajoutant que la CJUE avait également affirmé que le Front Polisario était le seul et unique représentant légitime du peuple sahraoui. Cet élan de solidarité internationale est appelé aujourd'hui à modifier sa stratégie de lutte, à travers l'ouverture de nouvelles perspectives pour défendre l'avenir du peuple sahraoui et ouvrir la voie à de nouvelles actions juridiques face à quiconque oserait s'allier avec l'occupant Marocain pour exploiter les ressources naturelles de ce peuple. La bataille juridique se poursuit pour mettre fin au pillage des ressources du peuple sahraoui, a-t-il révélé, soulignant que l'EUCOCO se rendra le 10 décembre prochain au Parlement européen pour s'assurer du respect de la décision de la CJUE par les entreprises européennes.

Ania N.

PIERRE GALAND EXIGE L'APPLICATION DES ARRÊTS DE LA CJUE

L'UE face à ses responsabilités au Sahara occidental

Depuis Lisbonne, lors de la 48^e Conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), Pierre Galand, président de l'organisation, a lancé un appel pressant aux groupes solidaires du peuple sahraoui. Il les a exhortés à prendre des mesures concrètes pour stopper l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental par le Maroc et les entreprises complices européennes. Soulignant l'importance des arrêts récents de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui invalident les accords commerciaux UE-Maroc de 2019 impliquant le Sahara occidental, Galand a plaidé pour une application rigoureuse de ces décisions dans tous les États membres. "Nous devons agir pour empêcher nos entreprises de collaborer avec l'occupant marocain et boycotter les produits agricoles et de

pêche issus de cette exploitation illégitime", a-t-il insisté. Il a également encouragé les organisations européennes à intensifier leur recours aux juridictions nationales pour défendre les droits du peuple sahraoui, représenté par le Front Polisario, et à sensibiliser l'opinion publique pour renforcer la pression internationale. Pour Pierre Galand, ces efforts collectifs sont essentiels afin de mettre un terme à la spoliation économique du Sahara occidental et d'assurer la reconnaissance des droits légitimes de son peuple à l'autodétermination et à la souveraineté sur ses ressources naturelles.

APPEL À LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

Les gouvernements, les parlementaires et les industriels des pays de l'Union européenne (UE) doivent impérativement respecter la légalité internatio-

nale, a souligné le président de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO). Il a insisté sur l'importance de rappeler à ces acteurs institutionnels leur devoir de respecter le droit international, affirmant que le droit est clairement en faveur du peuple sahraoui. Dans ce cadre, un rapport récemment publié par la Commission européenne sur l'impact de l'extension des préférences tarifaires pour les produits originaires du Sahara occidental met en lumière l'ampleur du pillage des ressources sahraouies par l'UE en collaboration avec l'occupant marocain. Selon l'Observatoire Western Sahara Resource Watch (WSRW), en 2022, les exportations vers l'Europe dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture ont atteint une valeur de 590 millions d'euros.

HOMMAGE À GILLES DEVERS

Ce rapport a été qualifié de "choquant" par l'organisation, qui dénonce une tentative flagrante de justifier l'extension de l'accord commercial UE-Maroc au Sahara Occidental, en violation de la volonté du peuple sahraoui et des décisions de justice de l'UE. Lors de cette rencontre, Pierre Galand a également rendu un hommage émouvant à Me Gilles Devers, un avocat éminent et défenseur des causes justes, notamment celle du peuple sahraoui. Gilles Devers, décédé récemment des suites d'une longue maladie, a été un pilier dans le combat pour la souveraineté du Sahara occidental sur ses ressources naturelles, et son engagement pour des causes comme la Palestine et le Sahara occidental a marqué l'histoire des luttes de peuples opprimés.

M. Seghilani

GHAZA

La Résistance palestinienne déjoue les plans sionistes

La résistance populaire palestinienne reste inébranlable face aux crimes de guerre et au génocide commis contre tout Palestinien. Depuis des décennies, elle manifeste une détermination sans précédent, notamment ces dernières semaines, à ne pas abandonner sa terre, quel qu'en soit le prix.



PH: DR

A ce jour, elle met en échec les objectifs poursuivis par l'agression barbare de l'occupant israélien, parmi lesquels celui de forcer les Palestiniens à prendre les chemins de l'exil, notamment vers le Sinaï en Égypte.

Un char israélien de type "Merkava" a été visé par une roquette "Yassine 105" dans la région de Al-Mufti, au nord du camp de réfugiés de Nusseirat, au centre de la bande de Ghaza. Après la sortie de plusieurs soldats israéliens blessés du char, celui-ci a été ciblé à nouveau par une roquette "RBG". La résistance palestinienne, quant à elle, continue de cibler et de frapper avec force l'armée coloniale sioniste. Par des opérations de guérilla sur le sol ghazaoui ou par des tirs visant les colonies israéliennes, elle prouve également l'impossibilité de déraciner une résistance combattant pour ses droits légitimes, en premier lieu la fin de l'occupation. Ghaza subit les bombardements les plus intenses contre des civils depuis la Seconde Guerre mondiale, selon l'UNRWA. L'Office de secours et de travaux des

Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a déclaré vendredi que Ghaza a connu au cours de l'année écoulée les bombardements les plus intenses ciblant des civils depuis la Seconde Guerre mondiale. Créée pour fournir une assistance et une protection aux réfugiés palestiniens jusqu'à ce qu'une solution juste et durable soit trouvée, l'UNRWA a rappelé que la situation des réfugiés palestiniens reste "la plus longue crise de réfugiés non résolue" dans le monde. Cette déclaration a été publiée dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, célébrée chaque année le 29 novembre. Le bilan des attaques sionistes en cours dans la bande de Ghaza s'élève à 44 363 martyrs palestiniens, a annoncé vendredi l'autorité sanitaire de Ghaza dans un communiqué.

NETTOYAGE ETHNIQUE: LES AVEUX GLAÇANTS D'UN ANCIEN MINISTRE SIONISTE

L'ancien ministre sioniste de la Défense, Moshe Yaalon, a reconnu que "les opérations actuelles dans le nord de la bande de Ghaza relèvent d'une politique de nettoyage ethnique." Concernant la politique

du gouvernement de droite israélien dirigé par Netanyahu en Cisjordanie occupée et dans la bande de Ghaza, Yaalon a déclaré : « Nous sommes actuellement entraînés vers l'occupation, l'annexion, le nettoyage ethnique – regardez ce qui se passe dans le nord de Ghaza – le déplacement forcé et la colonisation juive. » Yaalon, qui a occupé le poste de ministre de la Défense entre 2013 et 2016, a affirmé au cours de l'interview que Benjamin Netanyahu mène Israël vers la « ruine ». Lors de l'entretien, l'intervieweuse a interrompu Yaalon pour lui demander : « Vous avez prononcé des mots que je ne m'attendais pas à entendre de votre part. Nettoyage ethnique dans le nord de la bande de Ghaza ? Pensez-vous que nous nous dirigeons dans cette voie ? » Yaalon a répondu : « Pourquoi seulement en chemin ? Que se passe-t-il là-bas ? Beit Lahiya n'existe plus, Beit Hanoun n'existe plus, et maintenant ils (l'armée israélienne) s'attaquent à Jabalia. Ils purgent la région des Arabes. » Plusieurs Palestiniens, dont des femmes et des enfants, sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés samedi lors de bombardements intenses menés par l'armée de l'occupant sioniste sur différentes

zones de la bande de Ghaza, qui subit une agression génocidaire depuis 421 jours. Au moins sept Palestiniens ont été tués dans un bombardement visant une maison du quartier d'Al-Rimal, au centre de Ghaza, rapporte Wafa, ajoutant que plusieurs personnes sont toujours portées disparues sous les décombres. Dans le nord de Ghaza, un Palestinien a été abattu par un drone sioniste à Jabalia al-Nazla. Par ailleurs, au sud de la bande, dans la région de Khan Younes, cinq Palestiniens, dont trois employés de l'ONG World Central Kitchen, ont été tués dans une frappe ciblant un véhicule civil. Cette même ONG avait déjà été frappée par les forces de l'occupation le 2 avril 2024, entraînant la mort de sept employés après une mission humanitaire à Deir al-Balah. L'agression sioniste a également ciblé le quartier de Sheikh Radwan, au nord-ouest de Ghaza, tuant dix Palestiniens lors de la destruction d'une maison. À Khan Younés, sept martyrs ont été recensés dans le secteur de Mizaan al-Najjar, avec de nombreuses blessures graves. L'occupant sioniste a intensifié ses frappes dans les zones résidentielles de Beit Lahiya et mené des incursions dans plusieurs quartiers. En parallèle, des affrontements entre la résistance palestinienne et les forces de l'occupation ont éclaté tôt samedi matin dans la région de Safatawi, au nord de Ghaza. Depuis le début de cette agression, le 7 octobre 2023, 44 363 martyrs palestiniens ont été recensés, dont une majorité de femmes et d'enfants, ainsi que 105 070 blessés, tandis que des milliers de victimes restent piégées sous les décombres. Le service de la défense civile de Ghaza a pleuré l'un de ses membres, Mohammed Zouheir al-Shurbasi, tombé en martyr lors des frappes continues ciblant les habitations civiles dans le camp de réfugiés de Jabalia, au nord de Ghaza.

M. Seghilani

CISJORDANIE OCCUPÉE Raids et arrestations massives

En Cisjordanie occupée, des sources palestiniennes ont rapporté que les forces d'occupation sionistes ont mené des incursions dans les localités d'Ithna, au nord-ouest d'El-Khalil, et de Bethléem, au sud d'El-Qods occupée. Dans le gouvernorat de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, le Croissant-Rouge palestinien a signalé qu'un jeune homme a été blessé par des balles réelles à la jambe lors d'affrontements dans la localité d'Iraq Burin. Par ailleurs, un communiqué conjoint de la Commission pour les affaires des prisonniers et du Club des prisonniers palestiniens a indiqué que les forces sionistes ont arrêté, dans la nuit de vendredi à samedi, au moins 16 Palestiniens, dont d'anciens prisonniers, dans plusieurs gouvernorats. Les arrestations ont été menées à Qalqilya, Naplouse, El-Khalil, Tulkarem et El-Qods occupée. Les raids s'accompagnent de violences généralisées : destruction et sabotage des maisons palestiniennes, intimidations et agressions contre les détenus et leurs familles, selon le communiqué. Depuis le 7 octobre 2023, plus de 11 900 arrestations ont été enregistrées en Cisjordanie occupée, y compris à El-Qods.

DES MILLIERS DE DÉPLACÉS SANS ABRIS NI NOURRITURE, EN PLEIN HIVER

Le spectre de la famine menace de manière alarmante la population de Ghaza, en proie à une agression génocidaire sioniste qui dure depuis plus d'un an, a averti vendredi Ajith Sunghay, chef du Bureau des droits de l'Homme pour les Territoires palestiniens occupés, lors d'une conférence de presse à Genève. Selon M. Sunghay, les bombardements incessants de l'armée sioniste, particulièrement dans le nord de Ghaza, ont plongé la population dans une situation désespérée. "La menace de mourir de faim, de maladie ou sous les bombes est une réalité après 13 mois de cette agression", a-t-il déclaré, soulignant que la destruction des infrastructures est sans précédent. Les marchés locaux ont pratiquement disparu, et l'accès à des produits de première nécessité est devenu une lutte quotidienne. Les agences humanitaires de l'ONU sont incapables de livrer de l'aide dans le nord de l'enclave, où 70 000 personnes sont toujours bloquées, en raison des obstacles imposés par les autorités d'occupation. Avec l'arrivée de l'hiver, les besoins en abris et en vêtements se font de plus en plus pressants. Des milliers de Palestiniens récemment déplacés, notamment de Jabalya, Beit Lahya et Beit Hanoun, survivent dans des conditions inhumaines, abrités dans des bâtiments détruits ou des camps de fortune. Ajith Sunghay a témoigné des souffrances extrêmes des femmes qu'il a rencontrées à Ghaza : "Elles ont perdu des proches, sont séparées de leurs familles ou vivent elles-mêmes blessées et traumatisées." Le secteur de la pêche, qui faisait vivre plus de 18.000 personnes, est lui aussi dévasté. Depuis le début de l'agression, chalutiers, filets et équipements ont été détruits, et environ 80 pêcheurs ont été tués par l'armée sioniste.

M. S.

ENTRE POLITIQUES COMMERCIALES ET NUTRITIONNELLES

La FAO appelle à une meilleure cohérence

Le commerce international des aliments, tout en offrant des avantages économiques, présente des défis importants pour la santé publique, a alerté l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en appelant à «une meilleure cohérence entre les politiques commerciales et nutritionnelles».

En effet, dans son nouveau rapport intitulé «Commerce et nutrition: cohérence des politiques pour une alimentation saine», l'agence onusienne a mis en lumière un «paradoxe important du commerce international des aliments: bien qu'il améliore l'accès à une alimentation variée, il peut aussi contribuer à des changements négatifs dans les habitudes alimentaires». Selon la même source, «l'essor du commerce mondial des produits alimentaires, particulièrement au cours des dernières

décennies, a entraîné une forte consommation d'aliments ultra-transformés, riches en graisses, sucres et sels, ce qui a des conséquences néfastes sur la santé publique, notamment en augmentant les taux d'obésité et de surpoids». Le rapport a souligné que «l'augmentation des revenus, souvent un effet positif du développement économique, conduit également à une demande accrue pour ces produits alimentaires moins nutritifs». La même source a mentionné que, «cela nécessite une plus grande cohérence entre les politiques commerciales et nutritionnelles pour garantir que le commerce ne compromette pas la qualité des régimes alimentaires et n'aggrave pas les problèmes de santé publique». Le rapport a révélé que «même si le commerce alimentaire est crucial pour la sécurité alimentaire, il peut aussi avoir des effets indésirables, en particulier en

favorisant l'obésité». Se référant aux données de l'OMS le rapport a affirmé, «tandis que la sous-alimentation a diminué, la prévalence de l'obésité a considérablement augmenté depuis 2000, passant de 8,7% à 15,8% dans la population adulte mondiale». Ajoutant également que, les types d'aliments échangés ont évolué «les aliments de base restent prédominants en termes de calories échangées, mais la part des aliments plus transformés, comme les graisses et huiles, les légumineuses, et les produits d'origine animale, est en constante augmentation». Le rapport appelle donc à une meilleure prise en compte de l'impact du commerce sur la nutrition et à des politiques publiques qui soutiennent à la fois la sécurité alimentaire et une alimentation saine, a conclu le rapport.

L. Zeggane

TÔT OU TARD, LA PRISON LES ATTEND

Netanyahou et Gallant ne peuvent échapper à l'arrestation

Les criminels de guerre, Netanyahou et Gallant, tentent désespérément d'échapper à l'arrestation après les mandats d'arrêt émis contre eux par la Cour pénale internationale (CPI) pour « crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au moins à partir du 8 octobre 2023 jusqu'au 20 mai 2024 au moins », jour où l'accusation a déposé la demande de mandat d'arrêt.



PH : DR

A ce jour, l'entité sioniste, menée par le criminel Netanyahou, poursuit son agression génocidaire contre la population palestinienne de Gaza. Mais tôt ou tard, les deux criminels passeront devant le tribunal et fatalement, pour eux, ils iront en prison. Le monde a changé, l'entité sioniste ne peut échapper indéfiniment à l'application du droit international. Hier, samedi, le procureur de la CPI de La Haye, Karim Khan, a demandé à la première chambre d'appel de rejeter la demande de l'entité

sioniste de suspendre ces mandats d'arrêt, car, a-t-il expliqué, la demande de l'entité sioniste « ne répond pas aux critères d'un appel direct, conformément à la Convention de Rome ». Il y a quelques jours, l'entité sioniste, qui prétend ne pas reconnaître la Cour, a cru pouvoir exiger que la décision de la CPI soit réexaminée. La Cour a rejeté cette demande et a insisté sur la mise en œuvre des jugements rendus à l'encontre de Netanyahou et Gallant. Pour rappel, le 6 novembre 2023, le président, Abdelmajjid Tebboune, avait appelé tous les

hommes libres du monde et les juristes arabes à tenter une action judiciaire devant la CPI contre l'entité sioniste qui commet des massacres contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Une dizaine de jours après, le jeudi 16 novembre 2023, l'Afrique du Sud déposait une plainte auprès de la CPI contre le gouvernement sioniste. Le président Sud-africain, Cyril Ramaphosa, à l'origine de cette saisine exigeait une action de la Haye face aux crimes de guerre commis à Gaza par l'entité sioniste. Un an après, le

jeudi 21 novembre 2024, la CPI a émis les mandats d'arrêt contre le dénommé Benjamin Netanyahou et son ancien "ministre" de la Défense, Yoav Gallant, pour « crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au moins à partir du 8 octobre 2023 jusqu'au 20 mai 2024 au moins, jour où l'accusation a déposé les demandes de mandats d'arrêt ». Entretemps, fin mai, le quotidien britannique "The Guardian" avait révélé au grand jour la guerre secrète menée par l'entité sioniste contre la CPI, et ses sombres méthodes allant de l'espionnage au piratage informatique et à l'intimidation pour tenter de "faire dérailler l'enquête" sur les crimes de guerre perpétrés en Palestine occupée. Peu de jours après la décision de la CPI, le samedi suivant, Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, a rappelé aux États membres de l'Union européenne (UE) qui ont signé la Convention de Rome, qu'ils sont tenus d'appliquer les mandats d'arrêt émis par la CPI à l'encontre des deux responsables de l'entité sioniste. Ce n'est pas facultatif, a-t-il insisté. « Et s'ils ne le faisaient pas, il y aurait un cas juridique de non-respect de l'obligation légale », a expliqué Josep Bor-

rell. De son côté, le président de la sous-commission "droits de l'Homme" au Parlement européen, Mounir Satouri, a rappelé, deux jours après, à l'UE et ses États membres leur obligation de "se conformer" aux décisions de la CPI, soulignant qu'elles sont "contraignantes". Il a souligné que « les principes du droit international et du droit international humanitaire s'appliquent à nous tous et nous protègent tous ». Il s'est dit "préoccupé" par "les menaces politiques" auxquelles fait face la CPI, appelant l'UE, ses institutions et ses États membres à "protéger la Cour". On sait que le président Macron, utilisant un artifice qui a choqué les Français qui croient en la justice, a déclaré qu'il n'appliquera pas la décision de la CPI, ce qui signifie que les deux criminels sionistes ne seraient pas arrêtés s'ils se rendaient en France. Cela n'évitera pas à l'entité sioniste les poursuites judiciaires pour les crimes commis à Gaza après le 20 mai 2024. La résistance palestinienne a exigé la formation d'un comité international pour enquêter sur l'utilisation dans le nord de la bande de Gaza par l'entité sioniste d'armes internationalement interdites, qui conduisent à la vaporisation des corps.

M. R.

LIBAN

Israël poursuit ses violations du cessez-le-feu

Il n'est guère surprenant de constater que l'entité sioniste continue de s'illustrer par ses violations répétées de l'accord de cessez-le-feu, notamment de la résolution 1701 adoptée en 2006, censée garantir la stabilité dans la région. Depuis l'adoption de cet accord, Israël a régulièrement violé l'espace aérien libanais, perpétrant ainsi des incursions militaires dans une région pourtant sous protection internationale.

Malgré l'acceptation d'une trêve déjà fragile, Israël, comme l'a confirmé le criminel de guerre Netanyahou, semble plus préoccupé par ses objectifs expansionnistes que par le respect des accords internationaux. Cette attitude, déjà manifeste dans sa gestion des colonies dans le nord de la Palestine occupée, se reflète également dans ses actions militaires actuelles, où ses soldats continuent de bafouer les conventions internationales, notamment par des attaques contre la population palestinienne à Gaza. Alors que le cessez-le-feu entre le Liban et Israël a été mis en place, l'occupant israélien persiste dans ses violations. Ce week-end, ses forces ont encerclé une famille dans sa maison à Aytaroun, une localité libanaise du sud, tout en ciblant une voiture à Majdal Zoun. Une autre incursion a eu lieu dans la région de Tibna, entre les villes de Taffeh et Bessaria, où une frappe aérienne a blessé un civil et coupé une route essentielle. Les tensions sont également montées à plusieurs reprises, avec des tirs intenses dirigés vers la ville de Bint Jbeil, un autre secteur clé du sud libanais. Les forces israéliennes se sont repliées après avoir progressé vers les zones périphériques d'Aytaroun, mais les incursions et attaques se sont poursuivies. La situation s'est aggravée avec l'attaque d'une voiture stationnée à Majdal Zoun par un drone israélien, blessant trois civils, dont un enfant de sept ans. Dans le même temps, l'armée israélienne a intensifié ses frappes sur la ville de Kham et ses environs, et des tirs de mitrailleuses ont été entendus dans plusieurs villages du sud du Liban. Les informations indiquent que la résistance libanaise surveille ces violations et est prête à y répondre, bien qu'elle reste fidèle aux termes de l'accord de cessez-le-feu, en attendant des actions concrètes des puissances internationales pour faire pression sur Israël. La situation reste tendue, notamment à Maroun Al-Ras et Bint Jbeil, où des tirs israéliens ont empêché les habitants d'accéder à leurs maisons et à leurs

biens. Les vols de drones israéliens continuent d'espionner les villages du sud libanais, alimentant ainsi l'anxiété et la peur parmi les civils. Il est désormais plus que jamais nécessaire que les États-Unis et la France, alliés d'Israël, exercent une pression significative pour contraindre l'occupant israélien à respecter ses engagements et à permettre un retour à la paix, même fragile, dans la région.

LES LIBANAIS RENTRENT AU BERCAIL DANS LE SUD

Alors que les habitants du sud du Liban reprennent le chemin de leurs villages et villes, jusqu'à la frontière avec la Palestine occupée, les médias israéliens rapportent la peur qui habite les colons du nord de la Palestine occupée. Depuis le début de l'application de l'accord de cessez-le-feu, les Libanais, fiers de revenir chez eux avec les drapeaux du Hezbollah, expriment leur joie, tandis que les Israéliens se montrent déçus et effrayés par l'idée de revenir dans leurs colonies du nord de la Palestine occupée. La chaîne israélienne "Kan" a rapporté que, après l'accord de cessez-le-feu et le retour des Libanais, certains habitants d'Avivim et de Shlomi dans le nord de la Palestine occupée se disent encore terrifiés et refusent de revenir. Un résident de la colonie d'Avivim, interrogé par la même chaîne, a exprimé son anxiété, déclarant : "Nous ne reviendrons pas. Pourquoi devrions-nous revenir ? Regardez, les Libanais ont déjà commencé à revenir." En outre, la chaîne a rapporté qu'il est souvent entendu des tirs de joie de la part des Libanais de retour chez eux, tandis que les Israéliens d'Avivim n'éprouvent aucune joie, "rien du tout". Un autre colon de Shlo-

mi a indiqué : "Personne n'est venu à Shlomi, tout le monde a peur, et rien ne nous incite à revenir. Je parle au nom de nombreux habitants de Shlomi, nous avons tous été détruits économiquement." Ces commentaires viennent s'ajouter à ceux de responsables israéliens, tels que l'ex-ministre de la Sécurité, Avigdor Lieberman, qui a déclaré : "Le bilan de l'accord de reddition avec le Hezbollah, jusqu'à présent, est que les habitants des colonies du nord ne sont pas revenus, tandis que les 'combattants' sont retournés dans le sud du Liban." Il a conclu en affirmant que "les Israéliens méritent un autre leadership." De son côté, l'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert a souligné que "l'accord avec le Liban est le même que celui de 2006, et c'est le seul accord possible". Il a précisé qu'il aurait pu être conclu il y a plus de deux mois, ce qui aurait permis de sauver la vie de 80 soldats israéliens. Olmert a également ajouté que "même si nous avions établi une zone tampon dans le sud du Liban, même si elle avait une profondeur de 40 kilomètres, les roquettes de la résistance libanaise atteignent des distances plus grandes".

L'UIPA SALUE LE CESSÉ-LE-FEU AU LIBAN ET APPELLE À LA SOLIDARITÉ ARABE

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a exprimé sa satisfaction après l'annonce du cessez-le-feu au Liban, entré en vigueur mercredi matin après plus d'un an d'agression israélienne. L'UIPA a qualifié cet accord de tournant décisif qui pourrait marquer le début du rétablissement de la sécurité et de la stabilité, tout en ouvrant la voie à une nouvelle phase de reconstruction et de développe-

ment.

Dans un communiqué signé par son président, M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'UIPA a salué "avec enthousiasme" les efforts internationaux et régionaux ayant permis de parvenir à cet accord.

Elle a réaffirmé son soutien indéfectible à la souveraineté du Liban et à son intégrité territoriale, tout en insistant sur l'importance du respect des clauses de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies. L'UIPA a également souligné l'importance d'une solidarité arabe et régionale accrue pour soutenir le Liban frère dans sa reconstruction après les ravages de la guerre. L'Union a exprimé l'espoir que cet accord pave la voie à une "stabilité durable" au Liban et constitue un point de départ pour des actions plus ambitieuses en faveur de la sécurité et de la paix au niveau arabe, régional et international. Elle a ajouté qu'il est essentiel de mettre fin aux souffrances du peuple palestinien à Gaza et dans les territoires occupés.

Par ailleurs, l'UIPA a exprimé sa profonde inquiétude face à la détérioration de la situation humanitaire à Gaza, exacerbée par l'agression israélienne continue. L'Union a appelé à un "arrêt immédiat et total" de cette agression et a exhorté la communauté internationale à assumer ses responsabilités envers le peuple palestinien, à œuvrer pour la levée du blocus injuste sur Gaza et à trouver une solution juste et globale à la question palestinienne, afin d'assurer l'établissement d'un État palestinien indépendant avec El-Qods comme capitale.

M. Seghilani

DEMANDE DE SUSPENSION DES MANDATS D'ARRÊT CONTRE NETANYAHOU ET GALLANT

La CPI dit « non » à Israël

Le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a demandé hier à la Chambre d'appel de rejeter la demande d'Israël visant à suspendre les deux mandats d'arrêt émis à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou et de l'ex-ministre de la Sécurité, Yoav Gallant. Khan a précisé que "la demande israélienne ne remplit pas les critères nécessaires pour un appel direct, conformément au Statut de Rome". Cette décision intervient quelques jours après que le gouvernement israélien a demandé à la CPI de revoir sa décision concernant l'arrestation de Netanyahou et Gallant, bien que l'État israélien continue de se proclamer non reconnu par la Cour. Malgré cela, la

CPI a fermement rejeté cette requête et a insisté sur l'exécution des mandats d'arrêt à leur égard. La demande d'appel a suscité des débats en coulisses, certains estimant que le simple fait de soumettre un appel pourrait être perçu comme une reconnaissance implicite de la juridiction de la CPI. La Cour pénale internationale avait précédemment émis des mandats d'arrêt contre Netanyahou et Gallant, les accusant de crimes de guerre commis à Gaza. En réaction à la décision de la CPI, des responsables israéliens ont qualifié ces mandats d'« affront sans précédent », dénonçant une décision qu'ils considèrent comme injustifiée.

M. S.

LE PM SAHRAOUI, H.B. BOUCHRAYA, À PARTIR DE LISBONNE

«La position de pays européens reste marquée par des contradictions et par la complicité avec l'occupant marocain»

Le Premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Bouchraya Hamoudi Bayoune, a souligné que la tenue ces jours-ci, dans la capitale portugaise, Lisbonne, de la 48^e conférence européenne des comités de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) « revêt une importance particulière » car elle coïncide, a-t-il poursuivi « avec le cinquantième anniversaire de la "Révolution des Œillets" au Portugal et le début du processus de décolonisation dans les pays africains qui étaient sous domination coloniale portugaise ».



PH: DR

Affirmant que la tenue de la 48^e conférence de la Coordination européenne des comités de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), dans la capitale portugaise Lisbonne, « confirme l'élargissement du mouvement de solidarité internationale avec la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, intervenant au premier jour, vendredi, des travaux de la Conférence qui se tient à l'Université de Lisbonne, le Premier ministre sahraoui a estimé que cette rencontre constitue une "précieuse opportunité" pour évaluer les progrès réalisés et tracer la voie à suivre. Le PM sahraoui a déclaré que les décisions juridiques de la CJUE, sont « fermes », attestant illégal l'accord UE-MAROC, car inculant le Sahara occidental, territoires non autonome soumis à un processus de décolonisation, affirmant que la position de l'Union européenne sur la question sahraouie « reste marquée par l'indifférence, les contradictions et même par la complicité avec l'Etat occupant », rappelant "la responsabilité de l'Europe qui a renoncé à ses engagements en tant que puissance administrante en ce qui concerne la dé-

colonisation du territoire". Appelant, par la même occasion, à tirer profit de telles rencontres pour prendre « des décisions sur les meilleurs moyens de coordonner nos efforts et de prendre des mesures plus réalistes et concrètes pour les années à venir ». Le Premier ministre sahraoui a rappelé la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), rendue le 4 octobre dernier, qui a réaffirmé l'illégalité des accords entre l'Union européenne et le Maroc, car incluant les territoires sahraouis sous occupation marocaine, estimant que cette victoire historique pour le peuple sahraoui, sa cause et les mouvements de solidarité, en particulier en Europe, est "importante", car il faut tirer parti de cet outil juridique et en faire un moyen de dissuasion pour mettre fin au pillage des richesses naturelles sahraouies par l'occupation marocaine en complicité avec des parties européennes.

« DES PAYS DE L'UE RESPONSABLES DE LA POURSUITE DU CONFLIT »

"L'Europe est responsable de la poursuite du conflit car des pays comme la France et l'Espagne ont déclaré ouvertement leur soutien au projet expansionniste de l'Etat d'occupation, et ce en coïncidence avec la décision de la CJUE et la récente décision du Conseil de sécurité

qui souligne l'engagement du Conseil de sécurité à aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable basée sur un compromis en faveur de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, ainsi que la décision du Comité de la décolonisation qui réaffirme le statut international du Sahara occidental en tant que question de décolonisation et la responsabilité des Nations Unies envers le peuple sahraoui", a-t-il soutenu. Evoquant la position française, M. Bouchraya a exprimé ses regrets qu'un pays qui prétend la démocratie ne respecte pas le droit international. Le Premier ministre sahraoui a réaffirmé que l'unique solution possible est de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément au référendum de 1991. M. Bouchraya a également exprimé, dans son allocution, sa reconnaissance à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la préparation et à l'organisation de cet événement, saluant les efforts considérables déployés par les amis du Sahara occidental de l'Association d'amitié Portugal-Sahara occidental (AAPSO), en étroite collaboration avec le groupe de travail et la représentation du Front Polisario au Portugal.

R. I.

LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES ENDÉMIQUES ET NÉGLIGÉES

Le CDC Afrique lance un plan continental

Sous la direction du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), les pays africains ont approuvé un nouveau plan stratégique continental comme plan directeur pour lutter contre les maladies tropicales endémiques et négligées à travers le continent. Selon un communiqué publié jeudi soir par le CDC Afrique, le nouveau plan stratégique a été approuvé par les membres de l'Union africaine lors d'une réunion de haut niveau organisée par le CDC Afrique du 27 au 29 novembre dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba. Des délégués de tous les membres du bloc panafricain se sont réunis pour examiner et approuver le plan continental pour 2024-2027 visant à lutter contre les maladies tropicales endémiques et négligées. Le nouveau plan stratégique, en mettant l'accent sur les systèmes de santé intégrés, donne la priorité à la prévention et au contrôle des principales menaces sanitaires

telles que le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, l'hépatite et les maladies tropicales négligées. Selon les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine, les maladies infectieuses continuent d'avoir un impact disproportionné en Afrique, le continent représentant 94 % des cas de paludisme dans le monde et 95 % des décès liés au paludisme. En outre, il supporte 40 % de la charge mondiale des maladies tropicales négligées, tous les pays africains étant par ailleurs confrontés à au moins une maladie tropicale négligée endémique. Malgré l'impact disproportionné sur la santé publique en Afrique, le CDC Afrique a souligné que les principaux obstacles aux progrès dans la lutte contre ces menaces sanitaires restent le sous-financement, la faiblesse des systèmes de santé, la recherche limitée et le faible accès aux traitements de santé. Le plan stratégique continental récemment approuvé, a ajouté le CDC

Afrique, représente un effort unifié pour relever les défis sanitaires les plus urgents du continent en intégrant des stratégies de prévention et de contrôle dans les systèmes de santé nationaux. Selon le communiqué, le plan s'aligne

sur "Un nouvel ordre de santé publique pour l'Afrique", un cadre d'action lancé par le CDC Afrique qui vise à renforcer l'autonomie du continent en matière de sécurité sanitaire.

R. I.

PRÉSIDENTIELLE AU GHANA

Les candidats signent un pacte de paix avant les élections générales

Les candidats à la présidentielle dans les élections générales prochaines au Ghana ont signé un pacte dans lequel ils s'engagent à assurer la paix avant, pendant et après les élections. Le vice-président Mahamudu Bawumia, l'ancien président John Dramani Mahama, et les dirigeants d'autres partis plus modestes ont signé cet accord, au nom de leurs partis respectifs lors d'une cérémonie à Accra, capitale ghanéenne. "Nous devons tous endosser la responsabilité d'assurer la paix et l'harmonie, et j'espère que nous sortirons de cette élection plus forts, et que toutes les parties soutiendront la paix et la stabilité du Ghana", a déclaré M. Bawumia, candidat à la présidentielle du Nouveau Parti patriotique. M. Baruwia a exprimé son engagement à travailler avec toutes les institutions et personnalités concernées pour assurer des élections libres et équitables. L'ancien président Mahama, qui représente le Congrès démocratique national, a appelé tous les partis à aligner leurs actions sur leurs engagements, déclarant que des efforts sincères étaient essentiels pour maintenir la réputation de nation démocratique et pacifique du Ghana.

R. I.

20 PAYS AFRICAINS CONCERNÉS

Près de 60 000 cas de mpox en Afrique

Le nombre de cas de mpox signalés depuis le début de l'année en Afrique a dépassé les 59 200, alors que le nombre de pays affectés a atteint 20, a révélé vendredi le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Lors d'une conférence de presse en ligne Ngashi Ngongo, chef de cabinet et chef du bureau exécutif du CDC Afrique, a déclaré que le continent africain avait signalé 59 220 cas de mpox depuis le début de l'année, dont 12 938 confirmés, et plus de 1 164 décès, avec un taux de létalité d'environ 2% sur l'ensemble des cas signalés. Les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine montrent que rien que la semaine dernière, le continent africain a fait état de 2 680 nouveaux cas, dont 492 confirmés, et de 22 nouveaux décès. M. Ngongo a indiqué que le Burundi, la République démocratique du Congo et l'Ouganda représentent la grande majorité des nouveaux cas confirmés. L'Angola est devenu le dernier pays africain à déclarer une épidémie de mpox, en signalant son premier cas confirmé de mpox le 16 novembre. Cela porte à 20 le nombre total de pays touchés. Selon le CDC Afrique, le nombre de cas confirmés de mpox en Afrique a augmenté de plus de 600% cette année par rapport à l'année dernière. "La flambée épidémique reste prédominante dans la région de l'Afrique centrale, où elle représente 93,2% de tous les cas confirmés et 99,5% de tous les décès signalés", a déclaré M. Ngongo. A la mi-août, le CDC Afrique a souligné que l'épidémie de mpox en cours en Afrique constitue une urgence de santé publique de portée continentale. Peu après, l'Organisation mondiale de la Santé a également affirmé que la mpox constitue une urgence de santé publique de portée internationale, activant son niveau d'alerte mondial le plus élevé pour la mpox pour la deuxième fois en deux ans.

R. I.

SOUDAN

12 morts dans des attaques des FSR contre des villages

Au moins 12 personnes ont trouvé la mort dans des attaques des Forces de soutien rapide (FSR) contre des villages de l'Etat de Gezira au Soudan, a rapporté une organisation locale de bénévoles. La plateforme Nidaa Al-Wasat, un groupe local de bénévoles, a indiqué que les FSR avaient pris pour cible huit villages dans la zone d'Al-Meheiriba dans l'ouest de Gezira jeudi, lançant des bombardements intensifs et des attaques directes sur les résidents. "Le nombre de personnes tuées dans les attaques et les bombardements s'élève jusqu'à présent à 12, et des dizaines de personnes ont été blessées", a rapporté le groupe dans un communiqué. Les FSR n'ont fait aucun commentaire sur ces allégations. Le Soudan est déchiré par un conflit dévastateur entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les FSR depuis la mi-avril 2023, conflit qui a fait plus de 27.120 morts et plus de 14 millions de déplacés, que ce soit à l'intérieur du Soudan ou au-delà des frontières, selon les estimations d'organisations internationales.

R. I.

GHARDAÏA. LUTTE CONTRE LA DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE BOVINE

Lancement de la 2^e opération de vaccination

Une deuxième opération de vaccination périfocale contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine a été lancée dans la wilaya de Ghardaia, a-t-on appris lundi auprès de l'inspection vétérinaire à la direction des services agricoles (DSA).



Ph: DR

L'opération touchera, à titre gratuit, l'ensemble des bovins et veaux issus des vaches non vaccinées contre cette pathologie, a expliqué Dr Ishak Ketila, médecin vétérinaire principal à la DSA. Une première opération de vaccination, avec un quota de 1000 doses, avait été lancée en aout dernier dans la wilaya pour immuniser en premier lieu l'ensemble des vaches laitières de la région, tout en limitant la propagation du virus et sa transmission vers les zones endémiques, a-t-il ajouté. Les mesures sanitaires nécessaires de lutte et de prévention "Bio-sécurité" pour contenir cette épizootie de dermatose nodulaire contagieuse bovine et éviter sa propagation ont été prises par les services vétérinaires,

en étroite collaboration avec les communes et les éleveurs, a souligné M. Ketila.

Ces mesures consistent notamment en la mise sous surveillance des exploitations d'élevage bovin et l'interdiction de déplacement des animaux, le chaulage, le nettoyage et la désinfection des exploitations (locaux et matériel) ainsi que l'interdiction de rassemblement du bétail. Un dispositif de veille "actif" et de vigilance auquel sont associés l'ensemble des acteurs intervenant dans la lutte contre les épizooties, en particulier les services de l'agriculture et les vétérinaires, renforcés par la participation des agriculteurs, éleveurs et les membres de la société civile est toujours en

vigueur, a assuré M. Ketila en signalant que des milliers de doses ont été mobilisés pour la vaccination.

Des prospections quasi quotidiennes sont organisées par les services vétérinaires à travers les étables et écuries des éleveurs pour déceler les indices de cette pathologie extrêmement contagieuse qui touche les bovins, et ne constitue en aucun cas une menace directe pour l'homme, a indiqué le médecin vétérinaire en affirmant que depuis juillet dernier, aucun cas de dermatose nodulaire contagieuse n'a été enregistré dans la wilaya.

Une campagne de sensibilisation sur les mesures à prendre pour éviter la propagation de cette pathologie

ainsi qu'un recensement du cheptel, ont été lancés auprès des éleveurs de la wilaya, a-t-on indiqué à la DSA.

La dermatose nodulaire contagieuse des bovins est une forme de variole à Pox, virus transmis par des moustiques et qui se propage rapidement suite à la pullulation des moustiques vecteurs et la dégradation de l'environnement.

Elle entraîne des pertes économiques graves notamment la réduction de la production du lait, des avortements et des troubles de la fertilité chez les bovins, indique-t-on de même source. La wilaya de Ghardaia compte près de 4.500 têtes bovines, selon les données de la DSA.

MOSTAGANEM. FONCIER INDUSTRIEL

Résiliation de plus de 20 contrats de concession d'exploitation

Les services de la wilaya de Mostaganem ont résilié, récemment, 22 contrats de concession d'exploitation de terrains relevant du foncier industriel, situés dans la zone d'activités "Gouara", indiquent, lundi, les mêmes services. Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a tenu hier, dimanche, une réunion du Comité de wilaya chargé du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement, consacrée à l'examen de la situation du foncier industriel et des projets situés dans la zone d'activités "Gouara" dans la commune de d'El-Hassiane. Après avoir suivi un exposé sur les différents projets d'investissement et la situation des terrains concédés susceptibles d'être récupérés en cas de défaillance prouvées des investisseurs

à concrétiser leurs projets, le wali a instruit les services compétents d'adresser des mises en demeure à certains contrevenants pour les contraindre à se conformer aux dispositions légales et aux engagements stipulés dans les cahiers des charges, selon la même source. Le comité a approuvé la résiliation de 22 contrats de concession sur un total de 32, avec engagement de déposer les demandes d'annulation auprès des instances judiciaires compétentes, a-t-on précisé. Concernant la zone industrielle "Bordjia" située dans la même commune, le comité avait décidé, fin octobre dernier, d'adresser 13 mises en demeure, sous peine de résiliation des contrats à l'expiration des délais impartis. Jusqu'à ce jour, cette démarche a permis l'assainissement de 17 projets d'investis-

sement dans cette zone industrielle, donnant lieu à la résiliation de 4 nouveaux contrats de concession, souligne-t-on. Les services de la wilaya ont indiqué que ces réunions de coordination permettent d'assainir la nomenclature des projets et de récupérer les terrains industriels inexploités afin de les attribuer à d'autres investisseurs répondant aux critères requis et capables de concrétiser leurs projets dans les délais fixés. Dans cette optique, les terrains récupérés en raison du non respect des engagements contractuels par les investisseurs seront intégrés dans la plateforme numérique dédiée aux investisseurs, qui constitue l'unique moyen d'acquiescer un terrain appartenant aux biens de l'Etat pour la réalisation de projets d'investissement, a-t-on souligné.

TIARET. ÉQUIPEMENT DU CENTRE RÉGIONAL ANTI-CANCER

Un budget de 6,2 milliards DA alloué

Une enveloppe financière de 6,2 milliards DA a été allouée pour l'équipement du centre régional anti-cancer de Tiaret, a indiqué le directeur local de la Santé et de la Population (DSP), Ali Bensadek.

A cet effet, le ministère de la Santé a réservé 3 milliards DA pour l'acquisition de trois accélérateurs de traitement du cancer, financés par le Fonds national de lutte contre le cancer. Un montant de 3,2 milliards DA du budget sectoriel a été mobilisé pour l'acquisition d'équipements médicaux et administratifs nécessaires à ce

centre de santé, qui a fait l'objet, lundi soir, d'une visite d'inspection du wali de Tiaret, Saïd Khalil, a-t-on indiqué. Le même responsable a souligné que ce projet devra être opérationnel au cours du premier semestre de l'année prochaine, signalant que les travaux de réalisation ont enregistré un taux d'avancement dépassant 95 %, alors que les travaux de climatisation centrale et d'installation des transformateurs électriques sont en voie de finalisation.

De son côté, le wali a insisté sur la nécessité de prévoir des infrastructures complémen-

taires pour ce centre, afin d'assurer une meilleure prise en charge psychologique des patients et de leurs accompagnateurs, dont notamment des espaces verts, des aires de repos et des salles dédiées à la scolarisation et aux jeux pour enfants. Le responsable de l'exécutif de wilaya a, d'autre part, salué l'initiative de certaines associations qui œuvrent actuellement à la réalisation d'une résidence près de l'hôpital pour héberger les patients et leurs familles venant de régions éloignées. La capacité d'accueil de cette infrastructure hospitalière est

de 260 lits, indique-t-on. Dans le domaine de la lutte contre le cancer, le secteur de la santé dans cette wilaya des Hauts Plateaux de l'Ouest du pays dispose d'un personnel médical expérimenté, notamment deux spécialistes qui supervisent l'unité de lutte contre cette pathologie lourde. Lors de la même visite, le wali a inspecté plusieurs projets en cours de réalisation dans la ville de Tiaret, notamment l'hôpital de traitement des brûlures, le service orthopédique, l'annexe de l'Institut Pasteur ainsi qu'une polyclinique.

TINDOUF. DÉVELOPPEMENT

Plus de 70 projets au profit de la commune d'Oum El-Assel

La commune d'Oum El-Assel (170 km au nord de Tindouf) a bénéficié de 73 opérations de développement susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens, a-t-on appris lundi du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Mohamed Hidas. Retenues en faveur de la commune au titre l'exercice 2023-2024, ces opérations se répartissent entre le programme d'appui au développement social et économique des communes (47 opérations), le programme de développement local (14) et la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (12), a précisé à l'APS, M. Hidas. Parmi ces opérations qui concernent notamment la réhabilitation des voiries et trottoirs, la rénovation de l'éclairage public ainsi que l'aménagement des réseaux souterrains, figurent 26 projets achevés, 30 en cours de réalisation et une quinzaine d'autres ont dernièrement été mis en chantier, a-t-il expliqué. Elles visent l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette collectivité locale y compris les régions de Hassi Khebi et Hassi Mounir, a souligné le même responsable. Dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens, une rencontre de coordination a été organisée au siège de la commune en présence des représentants de la société civile afin de proposer de nouvelles opérations de développement à caractère urgent, a-t-il également fait savoir.

MÉDÉA. UNIVERSITÉ YAHIA FARÈS

Réception prochaine de deux instituts d'agronomie et des sciences vétérinaires et une faculté de médecine

Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à Médéa sera renforcé " prochainement " avec deux instituts, l'un pour les études en agronomie, l'autre en sciences vétérinaires ainsi que par une faculté de médecine, appelés à garantir une meilleure prise en charge des étudiants inscrits dans ces filières scientifiques, a-t-on appris, mardi, auprès du rectorat de l'université Yahia Farès. Un projet de réalisation d'un Institut d'études supérieures en agronomie et d'un autre pour les sciences vétérinaires a été inscrit au profit de l'université Yahia Farès de Médéa dans le cadre du renforcement des capacités d'accueil de l'université et de l'accompagnement des étudiants qui suivent un cursus dans ces disciplines respectives, a fait savoir le recteur, Djaafar Bouarouri. D'une capacité de 1.000 places pédagogiques chacun, les deux instituts seront implantés au niveau du campus universitaire d'Ouzera, à la périphérie Est de Médéa, a-t-il ajouté, précisant que l'étude d'exécution de ce projet est en phase de finalisation. Le recteur a fait part, également, de l'inscription d'un projet de réalisation d'une faculté de médecine d'une capacité de 2.000 places pédagogiques qui sera construite au sein du même campus et dont l'étude de réalisation sera entamée dès l'année prochaine, a-t-il dit. Pour rappel, les trois spécialités (agronomie, sciences vétérinaires et médecine) ont été introduites, cette année, dans le cursus de l'université Yahia Fares. Les étudiants inscrits en première année dans ces trois filières sont accueillis au niveau du pôle universitaire de Médéa, en attendant la réalisation des nouvelles structures, a souligné le recteur Djaafar Bouarouri.

ORAN. SANTÉ

Plus de 300 participants aux 18^{es} entretiens du CHU

Plus de 300 participants entre médecins spécialistes, généralistes, paramédicaux, médecins internes et résidents des différents établissements hospitalo-universitaires du pays ont pris part aux 18^{èmes} entretiens du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, organisés jeudi et vendredi dernier à Oran.



entre autres), mais aussi des ateliers pratiques, des symposiums, et des sessions e-posters.

A ce titre, Le président de ces journées, Abdemadjid snouber, également chef de service de Pneumologie au CHU d'Oran, a indiqué que ces journées ont pour objectif de permettre à la communauté hospitalo-universitaire d'échanger, renforcer les liens et la collaboration interservices, en plus de fluidifier les différents parcours de soins à travers un programme scientifique riche et ambitieux et la discussion pluridisciplinaire. C'est également un espace de communion, de partage, de communication et de formation de nos jeunes médecins,

étudiants, internes, résidents, assistants, maîtres assistants, thésards (étudiants en doctorat), rangs magistraux et personnels paramédicaux. "Notre but essentiel est d'améliorer la prise en charge des malades, d'où le choix du thème "la morbi-mortalité hospitalière", qui n'est pas fortuit, et intervient dans le souci d'assurer une bonne prise en charge au citoyen en temps réel, faciliter le parcours de soins du patient et éviter la mortalité hospitalière", a-t-il fait savoir, soulignant que cette manifestation entre dans le cadre de "l'Autoévaluation de nos activités, principalement en matière de lutte contre le cancer, la prise en charge de la catégories de malades âgés, le pied diabé-

tique, les pathologies cardiovasculaire, entre autres". Une vingtaine de conférences plénières seront animées, deux jours durant, autour de sujets comme le cancer et sa prise en charge, le diabète gestationnel et la femme, le comportement tabagique en milieu professionnel et les accidents vasculaires cérébraux (AVC), entre autres.

Six ateliers sont prévus, notamment sur les bonnes pratiques au bloc opératoire, la sécurité transfusionnelle et le pied diabétique, entre autres, en plus de trois tables rondes autour de l'immunothérapie, la gériatrie, le tri et le parcours du patient aux UMC, des sujets qui entrent dans le cadre de la formation continue.

DJANET. DÉVELOPPEMENT

Lancement de projets dans la commune de Bordj El Haouas

Des projets de développement ont été lancés dans la commune de Bordj El Haouas (wilaya de Djanet), afin d'améliorer les conditions de vie de la population, notamment celle des zones d'ombre de cette collectivité, située

à 130 km au nord du chef lieu de la wilaya, ont rapporté vendredi les services de la wilaya. Parmi ses opérations, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par les autorités de la wilaya, figurent la réalisation des routes urbaines dans la localité d'Ihrir, sur une distance de 2,5 km, qui contribuera au désenclavement de cette zone d'ombre et à la promotion de l'activité commerciale, et une opération d'aménagement des berges de Oued Ihrir, dans l'objectif d'assurer la préservation de la palmeraie, qui revêt une grande importance, l'agriculture étant le principal secteur d'activité dans cette région, selon la même source. Il s'agit aussi de la réalisation d'un réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux usées dans les quartiers de la même localité, a-t-on expliqué.

La région a également bénéficié d'une unité de dépistage et de suivi (UDS) au niveau de l'école Mustapha Benboulaid, qui recense 110 élèves, répartis entre 12 classes.

La localité de Tabakat a, quant à elle, bénéficié d'un projet des routes urbaines sur une distance de 5 km, et une opération d'alimentation en eau potable (AEP), en plus de l'inspection des chantiers de réhabilitation du stade communal d'une capacité de 1.200 places.

Un autre projet de réalisation d'une nouvelle cantine scolaire est en cours de concrétisation, ainsi que des travaux d'extension de l'école primaire Bakta Khmayas. Les autres opérations de développement concernent entre autres l'aménagement urbain, le réseau d'éclairage public, une polyclinique, ainsi qu'un centre avancé de la Protection civile.

Lors d'une visite d'inspection, le wali de Djanet, M'hamed Moumen, a instruit de respecter les normes techniques en vigueur et les délais de la livraison de ces opérations. Le wali a également insisté sur la nécessité de renforcer les chantiers en mains d'œuvre en vue d'accélérer le rythme des travaux.

KHENCHELA. NOUVELLE COUR DE JUSTICE

Vers la réception du projet "au 1^{er} trimestre 2025"

Le projet de la nouvelle cour de justice de la wilaya de Khenchela devra être réceptionné "au premier trimestre 2025", apprend-on jeudi auprès du procureur général près de cette cour.

Dans son allocution à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2024-2025, M. Lenouar Ben

M'hidi a précisé que les travaux de réalisation et d'équipement du nouveau siège de la cour de 16.150 m² de superficie au centre-ville de Khenchela touchent à leur fin avec un taux d'avancement de 95 %.

Le coût de réalisation et d'équipement de cette structure constituée d'un étage souterrain, d'un rez-de-chaus-

sée et de 5 niveaux supérieurs dont la réalisation lancée en 2016 a connu plusieurs arrêts, a dépassé 3,75 milliards DA, a-t-on indiqué. Le procureur général a souligné que le nouveau siège s'ajoutera aux équipements du secteur mis à la disposition des justiciables dans cette wilaya dont le nouveau tribunal du chef-lieu de wilaya mis en service en 2022.

L'intervenant a ajouté que l'année prochaine verra l'inscription du projet de réalisation d'un nouveau siège pour le tribunal d'Ouled Rechache et la recherche d'un siège approprié pour accueillir l'annexe du tribunal de Babar de sorte à améliorer les conditions de travail des cadres de la justice, des avocats et d'accueil des citoyens.

JIJEL. RÉSEAU DE GAZ NATUREL Un taux de couverture de 98 % à Oudjana

Le taux de couverture par le réseau de gaz dans la commune d'Oudjana (30 km au Sud-est de Jijel) atteint actuellement 98 %, apprend-on jeudi auprès du président de l'assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité, Fouad Askar. Dans une déclaration à l'APS, le même élu a assuré qu'en dépit du relief montagneux de cette commune, le raccordement des habitations au réseau de gaz a franchi une étape importante relevant que le taux de couverture a enregistré "une augmentation sensible" au cours des deux dernières années passant de 50 % à 2022 à 98 % actuellement. Ce taux "considérable" a été atteint à la faveur de la concrétisation des diverses opérations de raccordement programmées dans cette région et de leur mise en service, a précisé le président de l'APC. Désormais, il ne reste plus que certaines maisons de la région de Temissa, une partie mitoyenne d'Ouled Rabah, certaines habitations disparates sur le site du vieux Oudjana et autres proches de la zone des activités qui seront raccordées "prochainement" à travers l'opération d'extension du réseau, a ajouté M. Askar. Le même élu a fait état d'autre part d'efforts "intenses" pour raccorder au réseau d'électricité rurale des agglomérations totalisant 340 foyers dont certaines réalisées dans le cadre de la formule du l'habitat rural.

OUM EL-BOUAGHI. DSA Vaccination de plus de 17.000 bovins contre la dermatose nodulaire contagieuse

Au total, 17.498 bovins appartenant à 1.507 éleveurs ont été vaccinés dans la wilaya d'Oum El Bouaghi contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), apprend-on jeudi de la direction des services agricoles (DSA). Lancée le 13 novembre courant, l'opération de vaccination contre cette infection sera poursuivie durant un mois à travers les 29 communes de la wilaya avec la mobilisation de 71 vétérinaires privés et 4 autres du secteur public, a précisé l'inspecteur vétérinaire par intérim, Noureddine Boumaaraf qui a souligné que 22.000 doses de vaccin sont disponibles et d'autres quantités devront être fournies pour assurer l'immunité totale du cheptel. Concernant les mesures prophylactiques de cette maladie bovine, les services agricoles ont procédé en coordination avec les communes à des opérations de nettoyage et de pulvérisation des sites susceptibles de favoriser la prolifération des moustiques et insectes sous l'égide de vétérinaires et des bureaux de santé des communes, a ajouté M. Boumaaraf.

BOUIRA. AÏN BESSAM

24 familles relogées dans des habitations neuves

Au total, 24 familles ayant occupé de vieilles habitations précaires à Ain Bessam, à une vingtaine de km à l'ouest de Bouira, ont été relogées jeudi dans des logements neufs, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'opération de relogement s'est déroulée dans la matinée en présence des autorités locales (wilaya, daïra et commune) et a concerné 24 familles qui ont occupé de vieilles habitations depuis des années au lieu-dit "Makbarat El Ghorba" près de la ville d'Ain Bessam, ont expliqué à l'APS les services de la wilaya. Aussitôt le site libéré, la démolition des vieilles habitations a été lancée pour récupérer les assiettes foncières devant abriter, à l'avenir, d'autres projets, selon les mêmes sources. "Il s'agit de la 25^e opération de relogement menée depuis le mois de novembre 2022 à ce jour dans le cadre des programmes d'éradication de l'habitat précaire et d'amélioration du tissu urbain des villes de la wilaya", a-t-on souligné.

FACE À LA HAUSSE VERTIGINEUSE DE LEURS MASSES SALARIALES

La gestion financière des clubs de l'élite bientôt passée au peigne fin

Plusieurs informations concordantes, laissent entendre que la gestion financière des clubs de football professionnels sera désormais passée au peigne fin dans les prochains jours, au prix d'enquêtes qui seront ouvertes par les instances spécialisées après tout le bruit qui a couru au sujet de la hausse vertigineuse de la masse salariale des clubs de l'élite cette saison, notamment ceux affiliés à entreprises publiques.



Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne : l'argent coule à flot dans le football algérien au moment où le niveau des matchs du championnat du premier palier stagne depuis plusieurs années. Même l'avènement du professionnalisme, décrété en 2010, n'a rien changé dans la donne, et n'a pas encore abouti aux objectifs escomptés, en tête l'ouverture par les clubs professionnels de centres de formation pour permettre l'émergence de jeunes talents. Il s'avère que cette option est reléguée aux calendes grecques, et qu'au lieu d'investir une partie de

l'argent utilisée dans le paiement des salaires faramineux des joueurs dans la construction de centres de formation, les présidents des clubs ne se sont pas encore débarrassés de leurs anciennes méthodes de gestion datant de l'ère de l'amateurisme. À l'arrivée, et depuis plusieurs années, la sélection nationale est composée de joueurs évoluant à l'étranger, une manière de faire à laquelle les différents sélectionneurs qui ont défilé à la barre technique des Verts ont recouru après avoir constaté que le niveau de

notre championnat est très limité. Pire, même les jeunes équipes nationales ont tendance à prôner la même politique, en sollicitant de plus en plus les services des binationaux exerçant dans les championnats européens, même si cela n'a pas évité aux jeunes des Verts des éliminations consécutives des épreuves internationales, comme ce fut le cas, il y a quelques jours, avec les sélections des moins de 17 et 20 ans, qui ont échoué, toutes les deux, à se qualifier aux phases finales de la coupe d'Afrique des nations

de leurs catégories respectives. Voilà qui rend l'ouverture d'enquêtes au sujet de la gestion financière de nos clubs de plus en plus nécessaire, surtout que le fonctionnement de certains d'entre eux est pointé du doigt depuis plusieurs années. Subventions mal utilisées, contrats opaques et gestion approximative ont souvent été dénoncés, mais rarement sanctionnés. Cette fois, les autorités semblent prêtes à agir pour instaurer une transparence tant réclamée par les observateurs et les supporters. **Hakim S.**

L'INITIATIVE EST L'ŒUVRE D'UNE FONDATION CARITATIVE INTERNATIONALE

Belaili rejoint une campagne de soutien et d'aide aux Palestiniens

L'international algérien Youcef Belaili a exprimé son plein soutien à la Palestine et à son peuple, face à la campagne génocidaire pratiquée par l'occupation sioniste dans la bande de Ghaza.

L'enfant d'Oran a annoncé sa participation à une campagne de soutien et d'assistance au peuple palestinien, récemment lancée par une fondation caritative internationale. L'ailier gauche est apparu dans un clip vidéo portant le maillot de son club tunisien, l'Espérance de Tunis. Il s'est présenté au début de la vidéo en lançant : "Je suis Youcef Belaili, joueur du club tunisien de l'Espérance". Le joueur de 32 ans a poursuivi : "Je suis là pour parler de la cause palestinienne. Nous sommes musulmans et ce sont nos frères. Vous voyez comment ils souffrent devant nous. Ils n'ont aucune aide." Et d'ajouter : "Nous aimons la Palestine et nous voulons les aider. Nous voulons faire un don pour qu'ils puissent manger et boire... Cela peut nous arriver aussi, nous devons donc être à leurs côtés." Le clip vidéo documente les massacres commis par l'occupation sioniste dans la bande de Ghaza assiégée, y compris les bombardements et les tenta-



tives d'éliminer toute forme de vie là-bas. Il a également montré la souffrance du

peuple palestinien, en particulier des enfants et des femmes, les opérations de déplacement et le rassemblement de la population dans les camps de réfugiés, après la destruction presque totale de la bande de Ghaza dans l'État de Palestine occupé.

La position de l'ex-joueur du MC Alger ne diffère pas de celle du reste des Algériens qui soutiennent l'État et le peuple palestiniens, et soutiennent toujours sa cause afin de recouvrer la souveraineté sur ses terres occupées par l'entité sioniste. Belaili a, à maintes reprises, tenu à afficher son soutien à la cause palestinienne sur les terrains de football, que ce soit avec les clubs pour lesquels il a joué ou lors de sa participation avec l'équipe nationale algérienne.

À ce propos, il s'était illustré la saison dernière, lorsqu'il a célébré l'un de ses buts avec le Mouloudia d'Alger au stade du 5 juillet, par ce qu'on appelle la «danse de la Liberté», portant le drapeau palestinien. Il avait eu aussi la même attitude avec son compatriote Baghdad Bounedjah lors de la CAN-2023.

H. S.

MANCHESTER CITY

La mise au point de Guardiola sur la crise traversée par le club

Présent en conférence de presse ce vendredi, Pep Guardiola est revenu sur la très mauvaise période que vit son équipe. S'il reste optimiste, il sait que cette baisse de niveau ne sera pas simple à gérer.

Rien ne va plus pour Manchester City. L'équipe de Pep Guardiola reste sur 5 défaites et 1 nul sur ses 6 derniers matches. Pire encore, le scénario de ce mardi en Ligue des Champions a confirmé que le club anglais traversait une grosse crise. Alors que les coéquipiers d'Erling Haaland menaient 3-0 face à Feyenoord, ils ont fini par encaisser trois buts en fin de rencontre. Après le match, Pep Guardiola était apparu avec plusieurs griffures sur son visage, qu'il avait justifié par sa frustration du résultat. «J'ai fait ça avec mon ongle. Je l'ai fait moi-même avec mes doigts... J'ai envie de me faire mal», expliquait-il.

PEP GUARDIOLA N'EST PAS INQUIET

Ce vendredi, il était de retour en conférence de presse pour aborder le choc de la prochaine journée de Premier League face à Liverpool. Un adversaire redoutable, qui écrase tout sur son passage, et qui arrive donc au pire des moments. Mais avant ça, il n'a pas échappé aux questions sur l'état de forme assez inquiétant de son équipe. «Aujourd'hui, c'est le premier jour où nous nous voyons depuis le match. Revenons aux affaires. Mais bien sûr, le football, c'est la confiance en soi... Je ne connais pas le mot juste. Quand la dynamique est bonne, c'est plus facile. Acceptez la situation que nous avons. J'ai appris de ma vie à avancer dans les bons et les mauvais moments. Préparons bien le match à Anfield et continuons. Nous sommes fin novembre, il reste encore beaucoup de mois à jouer. Il faut apprendre. On peut retomber, réussir, c'est se relever quand on tombe. C'est la seule façon que je connaisse», a-t-il tenté d'expliquer dans un premier temps.

Mais comment réussir à rebondir quand on a passé près d'une décennie à tout gagner ou presque ? L'ancien coach du Barça n'a pas vraiment la solution mais il estime aussi qu'il ne faut pas s'inquiéter tant son équipe a déjà prouvé des choses par le passé. «Le défi est de savoir si nous sommes forts dans les moments difficiles. Au premier coup, nous ne sommes pas stables. Par le passé, nous menions 3-0 et le match était entre nos mains. Maintenant, dans les premiers instants, je ne sais pas comment nous réagissons. Les raisons sont évidentes, les absences, etc. Le meilleur endroit pour s'améliorer, c'est Anfield. (...) Nous sommes deuxième, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. Nous jouons bien, mais pas assez pour gagner des matches. Je l'ai dit à plusieurs reprises, nous devons le vivre en tant que club et joueurs pour donner ce que nous avons fait dans le passé. Nous reviendrons, je le sais. Je ne sais pas quand. Vous pouvez juger la situation, lorsqu'une équipe contrôle la PL depuis de nombreuses années, il est normal que cela se produise. Peut-être que l'exception était dans le passé et pas aujourd'hui



- la façon dont nous nous relevons est le grand succès dans la vie.»

City doit montrer du caractère

Le technicien espagnol a aussi tenu à rappeler que Manchester City n'avait plus à prouver et que les nombreuses blessures handicapent forcément l'équipe. Et si les journalistes l'ont titillé sur sa capacité à trouver des excuses, Pep Guardiola a été plutôt clair. «Quand vous avez neuf ou dix ans de haut niveau, c'est toujours difficile. Je le prends comme si de rien n'était. Je pense à ce que je peux faire pour aider les joueurs, dans une longue carrière, vous vivez les situations. Nous avons perdu cinq fois et fait un match nul, nous aurions dû gagner, oui. Cela arrive, il ne faut pas trop penser à la situation. Allez aux principes, si vous les vivez, acceptez-les. Pas de reproches, pas de fuite devant les responsabilités. C'est ce que je veux. Ici, en tant que club, vous devez gagner, si vous ne gagnez pas, vous avez des problèmes, ce que nous avons fait ces huit dernières années, j'ai des gens qui comptent sur moi pour le faire. Ce n'est pas normal dans les grands clubs de faire ce que nous avons fait. Je veux rester, dès que je ne serai plus positif, je partirai. Mais je veux avoir l'opportunité de reconstruire l'équipe dans de nombreux aspects jusqu'à la fin de la saison. Je demande ce défi, l'opportunité de le faire. Je le sens», a-t-il lancé

avant de poursuivre.

«Je sais ce que nous devons faire, tout en sachant qu'à l'heure actuelle, nous manquons de constance. Quelle équipe est constante en dix ans - même pas en NBA, au tennis ou au golf. En presque dix ans, nous n'avons pas trouvé la cohérence. Ce n'est pas agréable à vivre, mais à quoi s'attendre ? Tout est facile et tout se déroule comme sur un tapis rouge ? Cela prouve ce que nous sommes en tant que sportifs. Avec 10 ou 12 matches d'affilée, tout le monde est en forme, tout va bien. C'est facile. Il faut que je me mette en valeur maintenant. Rodri n'est pas une excuse ? Je pleure tout le temps ? Ou les défenseurs centraux qui ne sont pas là ? Je dois trouver une solution. J'essaie tous les jours. (...) En neuf ans, nous avons encaissé peu de buts. Pour gagner des titres, il ne faut pas concéder d'occasions ? Combien d'occasions le Feyenoord a-t-il eues ? Trois ? Combien d'occasions contre les Spurs ? Beaucoup, mais nous n'avons pas marqué. Les choses changent avec le retour des joueurs.» Voilà qui est clair. Son équipe est désormais attendue ce dimanche dans le choc face à Liverpool. Et il va falloir sortir le grand jeu pour réussir à faire un résultat face à probablement la meilleure équipe d'Europe en ce moment.

CHELSEA

Maresca ne pense pas au titre

Troisième de Premier League, Chelsea peut-il viser le titre cette saison ? Pour l'entraîneur des Blues, Enzo Maresca, il n'est pas question d'en faire un objectif. «Non, nous ne sommes pas dans la course au titre. Je l'ai déjà dit, nous n'y sommes pas encore, a indiqué le tacticien italien face à la presse. Manchester City, Liverpool et Arsenal sont toujours devant nous.» En revanche, le club londonien peut viser un sacre en Ligue Conférence dont il est le grand favori.



MANCHESTER UNITED

Le changement de coach a coûté cher

Épargné par les changements sur son banc durant le règne de 27 années de Sir Alex Ferguson, Manchester United a dépensé énormément d'argent pour ses entraîneurs ces dernières saisons. Le remplacement d'Erik ten Hag par Ruben Amorim a d'ailleurs coûté une sacrée somme aux Red Devils. En effet, le dernier rapport financier du club anglais précise que le pensionnaire d'Old Trafford a déboursé 12,5 millions d'euros pour dédommager le manager néerlandais et son staff, mais a aussi payé 13,2 millions d'euros pour récupérer le technicien portugais et ses quatre adjoints. Un changement à hauteur de 25,7 millions d'euros qui donne le tournis.

FIFA-THE BEST

La présence de Lionel Messi fait scandale

La FIFA a dévoilé les noms des finalistes pour le trophée The Best du meilleur joueur de l'année 2024. Et on peut dire que la présence de Lionel Messi fait énormément parler.

A l'approche de la fin d'année 2024, l'heure est aux récompenses. Il y a un peu plus d'un mois, le 28 octobre, Rodri (Manchester City et Espagne) a été sacré Ballon d'Or. Une victoire qui a fait beaucoup parler puisque le Real Madrid estimait que Vinicius Jr ou Dani Carvajal aurait dû être l'heureux élu.

Mécontents, les Merengues avaient d'ailleurs boycotté le gala organisé au Théâtre du Châtelet à Paris. La FIFA espère que les champions d'Europe et d'Espagne 2024 participeront à la cérémonie des FIFA-The Best Awards qui se déroulera le 15 janvier 2025 à Londres. D'autant que plusieurs membres de la Casa Blanca seront à l'honneur.

Du côté des joueurs, Dani Carvajal, Federico Valverde, Jude Bellingham, Kylian Mbappé, Vinicius Jr et le jeune retraité, Toni Kroos, ont été nom-

més pour le prix FIFA-The Best du joueur de l'année.

UNE "HONTE" POUR CERTAINS

Ils seront en concurrence avec du beau monde. En effet, Erling Haaland, Lamine Yamal, Florian Wirtz et Rodri ont aussi été sélectionnés. Rien de bien surprenant. En revanche, ce qui a étonné beaucoup de monde, c'est la présence de Lionel Messi. Exilé en Major League Soccer depuis un peu plus d'un an, le footballeur âgé de 37 ans n'a remporté que le Supporters' Shield avec l'Inter Miami cette année. Un trophée récompensant la meilleure équipe de la saison régulière à l'issue du championnat avant de jouer les play-offs. Mais les Hérons ont été éliminés au premier tour des plays-offs par l'Atlanta United. En ce qui concerne son parcours en sélection nationale, l'ancien joueur du FC Barcelone a remporté la Copa América l'été dernier avec l'Argentine.

Pour Relevo, c'est ce titre qui lui a permis d'être nommé pour le prix décerné par la FIFA, à la surprise quasi géné-

rale. «Chez les hommes, pas de grosses surprises. Tout au plus la présence de Leo Messi, qui continue d'ajouter un nombre de voix important pour son exploit en Copa América. Un nouveau titre continental pour l'Argentine, avec le « 10 » de l'Inter Miami comme vedette principale, est déjà une raison suffisante pour pouvoir se battre pour cette prestigieuse récompense individuelle.» Pour le journaliste Edu Aguirre, de l'émission El Chiringuito, la présence de Lionel Messi parmi les finalistes est une aberration. «C'est une honte pour le football», a-t-il déclaré.

UNE SURPRISE POUR D'AUTRES

Journaliste pour le média ibérique Fichajes.com, Ivan Vargas est plus ou moins du même avis. «La vérité, c'est un peu une blague. Mais je ne crois pas vraiment à ces récompenses et j' imagine que c'est pour l'image mais aussi parce que la Copa América a été importante.» Toujours en Espagne, la Cadena SER est également choquée par sa présence. «Messi continue de

concourir pour devenir le meilleur joueur du monde (...) Parmi les nominations, l'apparition de Leo Messi parmi les candidats au prix du meilleur joueur de la FIFA est surprenante, alors qu'il n'était même pas dans les 30 nommés pour le Ballon d'Or.» En Allemagne, Tobias Feldhoff, journaliste pour Fussball Transfers, est aussi étonné.

«Honnêtement, cela ressemble plus à un hommage. Ce n'est pas à cause de ses performances. Je veux dire, il joue en MLS.» Forcément, en Argentine, on se réjouit de la présence de la légende Messi. C'est le cas de TyC Sport. «La star de Rosario, qui a remporté cette année la Copa América avec l'Albiceleste aux États-Unis et n'a pas pu gagner avec l'Inter Miami, fait partie des onze candidats.»

La Pulga - qui a déjà remporté le prix FIFA en 2019, 2022 et 2023 - est en lice pour son quatrième prix The Best pour le meilleur joueur du monde de sa carrière. L'attaquant de l'Albiceleste est le seul candidat à ne pas jouer en Europe.»

LE PM GÉORGIEN IRAKLI KOBAKHIDZE À L'ADRESSE DES PAYS DE L'UE

« Le scénario du "Maidan" ne pourra pas se matérialiser en Géorgie »

Les manifestations pro-occidentales se sont intensifiées dans la capitale géorgienne, Tbilissi, durant la nuit de vendredi à samedi, suite à la suspension des négociations d'adhésion à l'UE. Selon le Premier ministre, Irakli Kobakhidze, les policiers ont empêché une atteinte à l'ordre constitutionnel du pays.

Les policiers géorgiens ont empêché une attaque contre l'ordre constitutionnel de la Géorgie, a annoncé le Premier ministre, Irakli Kobakhidze, lors de la conférence de presse en remerciant son ministre de l'Intérieur, Vakhtang Gome-laouri, et tous les policiers «pour avoir défendu la souveraineté et l'indépendance de la Géorgie». Il a également déclaré qu'il n'y aurait pas de scénario «Maidan» à l'ukrainienne en Géorgie : «Les radicaux et leurs protecteurs étrangers essaient à chaque fois de trouver une excuse pour tenter de semer le trouble dans le pays et d'ukrainiser la Géorgie. Ils n'ont pas encore réalisé que, contrairement à l'Ukraine en 2013, la Géorgie est un État indépendant doté d'institutions solides et, surtout, d'un peuple expérimenté et sage dont la fermeté ne sera pas ébranlée. Le scénario du "Maidan" ne pourra pas se matérialiser en Géorgie». Une manifestation de militants pro-occidentaux a eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi, dans la capitale, Tbilissi. Des protestations ont eu lieu suite à la décision du gouvernement géorgien de suspendre les négociations avec l'Union européenne concernant son adhésion. La situation s'est dégradée lorsque les manifestants ont commencé à jeter divers objets, dont des bouteilles, des pétards, des cocktails Molotov et des œufs, sur les forces de l'ordre. En réponse, la police a utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes contre les manifestants. Les forces de l'ordre ont réussi à les repousser du Parlement et ceux-ci ont en réponse érigé des barricades. En tout, 107 manifestants ont été arrêtés. Plus de 50 policiers ont été blessés par des actions illégales et violentes des manifestants, et presque tous ont eu besoin de soins médicaux, selon le Premier ministre Irakli Kobakhidze.



khidze. «Vous avez vu qu'il y avait une violence systématique de la part des manifestants, un groupe d'environ 500 personnes. Vous voyez qu'il ne s'agit pas d'une action pacifique, comme nous l'avons vu hier et avant-hier. Il y a eu des cocktails Molotov, l'utilisation de feux d'artifice contre la police, qui ont été gravement brûlés», a commenté le Premier ministre. Cette nouvelle crise politique en Géorgie a été exacerbée par la cinquième résolution du Parlement européen, du 28 novembre dernier, contre le parti au pouvoir, «Rêve géorgien», qui a gagné les élections parlementaires de cette année. Adoptée par 444 voix contre 72, la résolution accuse le parti de manipuler les résultats de ces élections et de suivre une ligne politique «pro-russe». Toutefois, le document ne fournit pas de preuves pour étayer ces accusations. Dans cette résolution, le Parlement européen a également appelé tous les États membres de l'UE à imposer des sanctions personnelles contre «les fonctionnaires et leaders politiques en Géorgie responsables de l'éloignement de la démocratie, des violations des lois électorales et des normes, des abus administratifs et de l'utilisation inappropriée des institutions d'État».

LA GÉORGIE A REFUSÉ LES NÉGOCIATIONS SUR L'ADHÉSION À L'UE AU MOINS JUSQU'À FIN 2028

Cela concerne principalement le Premier ministre Irakli Kobakhidze, le maire de Tbilissi Kakha Kaladze, le président du Parlement Chalva Papouchvili, le président du parti Rêve géorgien Irakli Garibachvili et son fondateur, Bidzina Ivanichvili. De plus, le Parlement européen a proposé de «revoir le statut sans visa de la Géorgie avec la possibilité de le suspendre si les normes de l'UE en matière de gestion démocratique et de libertés ne sont pas respectées». Il est à rappeler que la décision de la Géorgie, de ne pas mettre la question de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE à l'ordre du jour jusqu'à la fin de l'année 2028 a été prise suite à la

décision du Parlement européen de ne pas reconnaître les résultats des élections dans le pays, qui ont eu lieu le 26 octobre dernier. Les députés européens ont jugé que la campagne électorale géorgienne n'était pas «transparente» selon eux. Simultanément, les députés européens ont jugé nécessaire de «limiter sérieusement les contacts officiels au niveau de l'UE avec le gouvernement et le Parlement géorgiens». Ils ont également plaidé pour que 120 millions d'euros, destinés à Tbilissi, soient transférés aux «représentants de la société civile» en Géorgie, y compris les médias et d'autres organisations non gouvernementales. Ces fonds avaient été gelés précédemment par Bruxelles. La réaction de Tbilissi Irakli Kobakhidze a annoncé le 28 novembre dernier, que le pays refuserait les négociations sur l'adhésion à l'Union européenne au moins jusqu'à fin 2028 suite à l'adoption de cette cinquième résolution par le Parlement européen. Le gouvernement a refusé également les subventions en provenance de Bruxelles. «Ce ne sont pas des réformes que l'UE demande à la Géorgie, mais des mesures qui signifieraient une atteinte à notre dignité. Il s'agit notamment de l'abolition de la loi sur la transparence des ONG, de la révocation de la loi contre la propagande LGBT, de l'imposition de sanctions, de la chute délibérée de l'économie géorgienne, de la libération de Mikhaïl Saakachvili, et de bien d'autres choses encore. Nous poursuivrons notre chemin vers l'Union européenne avec dignité».

C'est le mandat que nous avons reçu de la population géorgienne, des 1 120 000 électeurs qui ont exprimé leur confiance dans le parti Rêve géorgien et ses politiques. Compte tenu de toutes ces considérations, nous avons décidé aujourd'hui de ne pas inscrire à l'ordre du jour la question du lancement des négociations avec l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année 2028», a-t-il déclaré.

R. I.

IL A ÉTÉ CIBLÉ PAR L'AVIATION DE L'OCCUPANT SIONISTE

Le mausolée de Shamoun al-Safa, situé au sud Liban détruit

Le mausolée de Shamoun al-Safa, situé dans le sud du Liban, a été détruit par l'aviation de l'occupant sioniste, lors de son agression barbare contre le Liban. Portant le fardeau de ne pas avoir un passé d'un peuple et d'un Etat dans cette région, l'entité sioniste, errigée, en 1948, par la colonisation de la Palestine et l'extension des colonies de peuplement, sur fond « du projet crée un état pour armée qui n'en a pas », l'aviation de l'armée sioniste a ciblé, le site religieux, un lieu de pèlerinage pour les libanais et d'ailleurs, chrétiens, chiites ect. Les habitants du pays du Cèdre ont découvert, médusés, que l'aviation israélienne avait une fois de plus frappé leur patrimoine historique et religieux. Des clichés du mausolée de Shamoun al-Safa détruits ont fait le tour de la toile le 29 novembre. Les forces d'occupation ont directement ciblé à l'explosif le sanctuaire de Shimon (le prophète Shamoun al-Safa), également connu sous le nom de sanctuaire de Saint-Pierre. Il s'agit d'un site chéri à la fois par les personnes, de confession chiite et chrétienne et aussi par les passionnés des traces de l'histoire ancienne ect. La destruction de ce site par l'armée d'occupation sioniste des terres palestinienne a été perçue comme une « attaque directe » contre le patrimoine culturel et spirituel du Liban, de la région et aussi de l'humanité.

R. I.

ALLEMAGNE

Les bénéficiaires des constructeurs automobiles s'effondrent de moitié

Le bénéfice d'exploitation des constructeurs automobiles allemands, de juillet à septembre, s'est établi à environ 7,1 milliards d'euros, soit une chute de près de moitié par rapport au troisième trimestre 2023. Le chiffre d'affaires a chuté de près de 6% à 145,4 milliards d'euros. C'est ce qui ressort d'une analyse pour laquelle le cabinet d'audit et de conseil EY a revu les ratios financiers des 16 plus grands constructeurs automobiles mondiaux. Pour les constructeurs automobiles allemands, le premier semestre était déjà difficile : Par rapport à la même période de l'année précédente, le bénéfice a baissé de 18 % et le chiffre d'affaires a légèrement diminué de 0,4 %. Selon les analystes, "les records de l'après-Covid auraient masqué des problèmes structurels profonds qui apparaissent désormais au grand jour". Par exemple, l'industrie automobile allemande a du mal à suivre le rythme des nouveaux arrivants - chinois par exemple - dans le secteur électrique. Les coûts sont trop élevés, les appareils trop lourds. "Les prochaines années pourraient être brutales", souligne-t-on. Face à une conjoncture faible, "l'industrie automobile est en crise et souffre de la faiblesse de la demande, notamment pour les voitures électriques", affirme le cabinet EY. Ford prévoit de supprimer 2.900 emplois en Allemagne d'ici 2027. Dans l'usine de Cologne, entièrement convertie à l'électrique et déjà en chômage partiel, un emploi sur quatre devrait être supprimé. Chez Volkswagen, des réductions de salaires, des fermetures d'usines et des suppressions de postes sont à l'ordre du jour. Selon le comité d'entreprise, trois usines et des dizaines de milliers d'emplois sont menacés.

R. I.

SRI LANKA

Au moins 17 morts et plus de 400.000 personnes touchées par les inondations

Au moins 17 personnes sont mortes et près de 402.000 ont été touchées par des pluies torrentielles et des inondations dans 24 districts du Sri Lanka, a indiqué vendredi le Centre de gestion des catastrophes dans un nouveau bilan. Les districts de Mannar et de Jaffna sont ceux qui ont le plus souffert. Plus de 2.000 maisons sont complètement ou partiellement détruites. Un précédent bilan avait fait état de 12 morts et plus de 300.000 sinistrés. Les pluies et les inondations ont emporté les cultures de riz sur une superficie de 64.000 hectares. Environ 20.000 habitants ont été évacués des zones inondées. Les conditions météorologiques défavorables empêchent les secours et les interventions après une catastrophe. Selon le département météorologique, les pluies torrentielles se poursuivent vendredi sur une grande partie du territoire sri-lankais. Des précipitations supérieures à 150 mm et des vents violents sont attendus dans la province du nord et le district de Trincomalee.

PUB

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الولاية - البويرة
الفترة: عين بسلام
بلدية عين الحجر
رقم: 1436/2024

ووصل استلام التبليغ بالمطابقة القانونية مع القانون
06 12

القانون رقم 06-12 المؤرخ في 18 صفر 1433 الموافق
لـ 12 جانفي 2012. طبقا لأحكام المادة 18 من القانون
رقم 06-12 المؤرخ في 12/01/2012 المتعلق
بالجمعيات تم هذا اليوم 19/05/2024 استلام ملف
مذكرة المطابقة القانونية المؤرخة في 19/05/2024
المتعلقة بتشكيل الهيئة التنفيذية للجمعية
المسماة: الجمعية الرياضية "صقور عين
الحجر"، رئيس الجمعية: اللافي سمير تاريخ و مكان
الميلاد: 07/07/1980 البويرة المسجلة تحت رقم: 02/
بتاريخ 28/05/2024، المقيمة ب: بلدية عين الحجر
رئيس المجلس الشعبي البلدي

MOSCOU SUR LE PLAN OCCIDENTAL VISANT L'UKRAINE

«Occuper l'Ukraine par un contingent de maintien de la paix de 100 000 hommes puis la partition»

Le renseignement extérieur russe révèle que l'Occident compte occuper l'Ukraine via un «contingent de maintien de la paix» de 100 000 hommes pour geler le conflit, restaurer la capacité militaire ukrainienne et préparer une revanche.

Ce plan occidental impliquerait aussi une partition de l'Ukraine et la reconstruction de son industrie militaire. L'Occident déploiera en Ukraine un «contingent de maintien de la paix» d'environ 100 000 personnes pour restaurer la capacité de combat du pays, occupant ainsi de facto l'Ukraine pour atteindre ses objectifs, indique le bureau de presse du Service de renseignement extérieur russe dans son communiqué (SVR).

Le Service de renseignement extérieur russe rapporte que face aux récents succès de la Russie sur le champ de bataille, l'OTAN s'oriente de plus en plus vers une solution de «gel» du conflit ukrainien. L'Occident considère ce scénario comme un moyen de restaurer la capacité de combat des forces armées ukrainiennes et de préparer Kiev à une tentative de revanche, selon le SVR. Les forces de l'OTAN auraient déjà mis en place en Ukraine des centres de formation par lesquels il est prévu de faire passer au moins un million d'Ukrainiens mobilisés. Selon les informations du SVR, l'armée allemande s'est inspirée de l'expérience des envahisseurs nazis qui



avaient établi un régime d'occupation en Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale. La Bundeswehr, l'armée nationale allemande, a également estimé que l'exercice de fonctions policières serait impossible sans des unités spéciales composées de nationalistes ukrainiens, toujours d'après le SVR. Elles porteront un nouveau nom, mais il s'agirait en substance de groupes punitifs de style bandériste (nazisme ukrainien).

En outre, selon le SVR, les territoires censés être répartis entre les occupants sont prévus comme suit : le littoral de la mer Noire serait attribué à la Roumanie, les régions occidentales de l'Ukraine à la Pologne, le centre et l'est du pays à l'Alle-

magne, et les régions du nord, y compris celle de la capitale, au Royaume-Uni. Un autre axe important des activités de l'OTAN pendant la «trêve» serait la restauration du complexe militaro-industriel ukrainien. Des travaux actifs sont en cours avec des entreprises de défense occidentales, notamment la société allemande Rheinmetall.

Il leur est demandé non seulement d'investir, mais aussi d'envoyer en Ukraine leurs meilleurs spécialistes et équipements de pointe. Au siège de l'OTAN, on admet que sans un approvisionnement suffisant de l'armée ukrainienne en armes et munitions, la poursuite des combats de haute intensité sur une longue durée est irréaliste. À la fin de son communiqué, le SVR pose une question rhétorique qui souligne clairement la position de la Russie : «La Russie a-t-elle besoin de cette option pour un règlement pacifique ? La réponse est évidente». The Wall Street Journal, quotidien américain, avait précédemment rapporté que les conseillers du futur locataire de la Maison Blanche, (États-Unis), Donald Trump, avaient proposé un plan de cessation des combats en Ukraine, prévoyant la création d'une zone démilitarisée. Il n'a pas été précisé qui contrôlerait cette zone, mais une source du journal américain a supposé qu'elle pourrait être confiée à des militaires européens. Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a déjà déclaré à plusieurs reprises que le gel du conflit en Ukraine était inacceptable pour la Russie, qui a besoin d'atteindre les objectifs de son opération militaire spéciale.

R.I

R.I

VOLODYMYR ZELENSKY CONTINUE SA SÉRIE DE LIMOGEAGE

Le commandant des forces terrestres remplacé par Mykhaylo Drapaty

Poursuivant sa série de licenciements d'officiers de haut rang, Volodymyr Zelensky a limogé cette fois-ci Oleksandr Pavlyuk, commandant des forces terrestres des Forces armées ukrainiennes, poste qu'occupe, depuis par Mykhaylo Drapaty. Volodymyr Zelensky, dont le mandat à la tête de la présidence ukrainienne a pris fin mai dernier, a nommé Mykhaylo Drapaty, lequel a été nommé mai dernier, commandant de la force opérationnelle de Kharkov alors que les troupes russes avançaient vers la ville. Son prédécesseur, le général de brigade Ioury Galouchkine, a été démis de ses fonctions un mois après son entrée en fonction. À l'époque, Mykhaylo Drapaty était chef adjoint de l'état-major général ukrainien chargé de la formation militaire. Cependant, il y a aussi d'autres changements dans les hauts rangs ukrainiens. Oleg Apostol a été nommé nouveau adjoint

auprès d'Oleksandr Syryky, commandant en chef des forces armées ukrainiennes. Dans l'armée ukrainienne, ce n'est pas la première fois que Volodymyr Zelensky limoge des hauts responsables militaires ukrainiens. Le 30 août, Zelensky avait signé un décret démettant de ses fonctions le commandant de l'armée de l'air

ukrainienne, Mykola Olechtchouk. Le 9 mai, Volodymyr Zelensky avait révoqué l'ancien commandant en chef de l'armée ukrainienne, Valeri Zaloujny, pour «des raisons de santé». Il a ensuite été nommé ambassadeur ukrainien au Royaume-Uni.

R.I

INONDATIONS EN THAÏLANDE

Neuf morts et plus de 13.000 déplacés

Les inondations provoquées par de fortes pluies dans le sud de la Thaïlande ont fait neuf morts et forcé plus de 13.000 personnes à évacuer, selon un nouveau bilan annoncé hier, par les autorités, le gouvernement ayant déployé des équipes de secours. «Les inondations dans huit provinces du sud de la Thaïlande ont touché 553.921 foyers et fait neuf morts», a écrit l'agence nationale de gestion des catastrophes sur sa page Facebook. Plus de 13.000 personnes ont dû fuir leur domicile et des centres d'accueil temporaires ont été ouverts dans des écoles et des temples, a-t-elle précisé. La veille, les autorités avaient fait état de deux morts dans la province de Pattani et deux autres dans celle de Songkhla, après un premier dans la région de Narathiwat jeudi. Des images diffusées par les médias locaux montrent des habitants

immergés jusqu'au torse progresser difficilement dans des eaux boueuses et des voitures submergées. Deux hôpitaux de la province de Pattani ont suspendu leur activité afin de préserver infrastructures et matériel, a indiqué dans un communiqué publié sur son site le gouvernement thaïlandais. Ce dernier a annoncé dépêcher des équipes de secours dans les zones touchées et une aide d'1,7 million de dollars (1,6 million d'euros) pour chaque province affectée. L'agence météorologique nationale a prévenu que de «très fortes pluies» pourraient continuer de doucher certaines régions du Sud la semaine suivante. En Malaisie voisine, au moins 80.000 personnes ont été prises en charge dans des refuges, également en raison des inondations provoquées par les pluies, les autorités déplorant au moins quatre morts.

R.I

CHINE

L'activité manufacturière progresse en novembre pour le deuxième mois consécutif

L'activité manufacturière chinoise a progressé en novembre pour le deuxième mois consécutif, selon des chiffres officiels publiés hier, un signe encourageant pour les autorités qui s'efforcent de relancer la deuxième économie mondiale. Pékin a annoncé ces dernières semaines une série de mesures chocs visant à stimuler l'économie, en proie à une crise de l'immobiliser et à une consommation en berne. En novembre, l'indice des directeurs d'achat (PMI), baromètre du monde industriel, s'est établi à 50,3 points, contre 50,1 en octobre, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS). Un indice supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité manufacturière et, en deçà, d'une contraction. Ce chiffre dépasse légèrement les anticipations des analystes sondés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur 50,2 points. Cette hausse confirme la reprise timide de l'activité manufacturière après cinq mois de recul constant entre avril et octobre. Depuis fin septembre, Pékin multiplie les plans de soutien dont des baisses de taux d'intérêts de référence, des assouplissements de restrictions de l'achat de logements et le relèvement des plafonds de la dette des gouvernements locaux.

R.I

SRI LANKA

Le pays enregistre sa plus forte déflation depuis 1961

Les prix à la consommation ont chuté de 2,1% sur un an au Sri Lanka, soit la plus forte déflation depuis 1961 pour le pays qui peine à se remettre de l'effondrement de son économie, selon des chiffres officiels publiés hier. Cette nouvelle baisse traduit une évolution dans le négatif pour le troisième mois de suite pour l'île qui avait déjà enregistré une déflation de 0,8% en octobre et de 0,5% en septembre. Le Sri Lanka a multiplié les mesures d'austérité après l'effondrement de son économie en 2022, qui avait contraint le gouvernement d'alors de faire défaut sur sa dette publique estimée à 46 milliards de dollars. Dans un contexte de manifestations contre des pénuries en tous genres, l'inflation s'était élevée à près de 70% cette année-là. Le président de l'époque, Gotabaya Rajapaksa, avait été évincé du pouvoir. En échange d'une aide de 2,9 milliards de dollars du FMI, son successeur Ranil Wickremesinghe a enchaîné les hausses d'impôts et les coupes dans les dépenses publiques, en plus de promettre de restructurer une cinquantaine d'entreprises nationales. Le nouveau président de gauche Anura Kumara Dissanayake, élu fin septembre, a expliqué s'inscrire dans la continuité de ce programme qu'il avait pourtant initialement critiqué et qu'il entendait renégocier. «L'inflation globale va rester négative dans les prochains mois, plus que ce qui avait été prévu précédemment, notamment en raison de plus importants ajustements à la baisse de prix de l'énergie et d'une réduction de prix alimentaires volatils», a détaillé la banque centrale srilankaise dans un communiqué.

R.I

Recette du jour



DOLMA DE FENOUILS

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

Pour la sauce :

- 1 kg de fenouils,
- Des morceaux de poulet,
- 1 oignon,
- Pois chiches,
- De l'ail,
- 1 tomate,
- 1 c-à-c de concentré de tomates,
- Ras-el-hanout,
- Cannelle,
- Sel et poivre,
- Coriandre fraîche,
- Persil,
- Huile et beurre,

Pour la farce :

- Blanc de poulet,

- 2 à 3 œufs durs coupés en petits dés,
- 1 oignon,
- Persil,
- Aneth,
- 1 œuf,
- Ras-el-hanout,
- Cannelle,
- Sel et poivre,
- Huile ou beurre

Préparation :

Mettre l'oignon et l'ail hachés dans une cocotte avec un peu de beurre et d'huile. Ajouter les morceaux de poulet et faire revenir à feu doux tout en remuant.

Assaisonner et ajouter la tomate mixée, le persil, la coriandre et le concentré de tomates. Couvrir d'eau, ajouter les pois chiches et laisser cuire. Dégager et laver délicatement les feuilles des fenouils. Les mettre dans une eau salée pendant 10 minutes à feu doux pour ne pas risquer de les casser. Ne pas cuire totalement. Retirer le fenouil de l'eau de cuisson avec une écumoire, refroidir avec de l'eau froide et réserver. Préparer la farce: faire revenir l'oignon haché et

le blanc de poulet coupé en petits dés avec un peu de beurre ou d'huile dans une poêle. Dans un bol, mettre le mélange de blanc de poulet et d'oignon et ajouter les œufs durs, le persil, l'aneth, les épices et l'œuf. Mélanger et farcir les feuilles de fenouils. Une fois que le poulet est presque cuit, ajoutez les fenouils farcis et remettre à cuire. Laisser réduire la sauce.

Gâteau du Jour

TARTE GÉNOISE AUX FRUITS AU YAOURT

INGRÉDIENTS

- Tarte au yaourt :
- 1 Pot de Yaourt parfumé au choix nature pour moi
- 1 Pot d'huile neutre
- 1 Pot et 1/2 de sucre
- 2 Pots et 1/2 de Farine tamisée
- 3 oeufs
- 8 g de levure Chimique 1 c à c zeste de citron vert parfum au choix, vanille citron etc..
- 1 pincée de sel
- Crème au citron vert et menthe: 2 oeufs
- 2 citron verts
- 70 g de sucre en poudre
- 6 feuilles de menthe
- 75 g de beurre
- 1 feuille de gélatine

Instructions

- Préparer la tarte génoise :
- Préchauffer le four à 180 C.
- Beurrer un moule à tarte spéciale tarte comme celui sur l'image.
- Tamiser la farine et la levure ensemble. Réserver.
- Séparer les blancs des jaunes. Commencer par monter les blancs en neige avec la pincée de sel. Blanchir les jaunes d'oeuf avec le sucre, le yaourt, l'huile jusqu'à obtenir une texture crémeuse. Incorporer au batteur la farine et levure afin d'avoir une pâte lisse. Incorporer ensuite les blanc



d'oeuf délicatement afin de ne pas faire retomber les blancs. Verser dans le moule à tarte (j'ai utilisé un moule à tarte de 24 cm il me restait un peu de pâte que j'ai fait cuire dans un petit moule à savarin). Enfourner la tarte génoise au yaourt pour environ 30 minutes ou jusqu'à ce qu'un cure-dent enfoncé en ressorte sec. Démouler la tarte sur une grille et laisser refroidir. Préparer la crème au citron vert et menthe : Ramollir la feuille de gélatine dans un bol d'eau froide. Rincer la menthe et la sécher. Verser la moitié du sucre ainsi que les feuilles de menthe coupées dans un mixer. Mixer le tout. Dans un saladier fouetter le sucre restant ainsi que les oeufs. Ajouter le jus de citron vert et le zeste d'un citron, ainsi que le mélange sucre-menthe mixé. Faire épaissir ce mélange au bain-marie tout en mélangeant au fouet constamment. Quand la crème épaissit la retirer du bain-marie et incorporer la feuille de gélatine essorée. Laisser tiédir avant d'incorporer le beurre. Garnir la tarte génoise de la



crème au citron vert et menthe, laisser refroidir avant de mettre au frais environ 2 à 3 heures. Avant de servir décorer de fruits rouges.

Conseil du jour

Lorsque les cheveux sont abîmés, avec un aspect paille, il est important de leur en apporter au travers de soins enrichis en kératine végétale. Riche en acides aminés, la kératine végétale est un actif qui pénètre au cœur du cheveu pour combler les brèches et reconstruire toute l'architecture de la fibre capillaire.

Le saviez-vous ?

COMMENT DEVENIR PLUS PUISSANT :

- Sois calme
- Bougez en silence
- Observez davantage
- Montrer du respect
- Parler moins
- Mieux gérer son temps
- Réfléchissez avant de parler
- Etablir un contact visuel

Bon à savoir !

Les nombreux bienfaits de cette boisson au curcuma, gingembre et citron. Le citron va donner un coup de fouet à votre estomac en améliorant le transit intestinal et favorisant la digestion. Il permet également de booster le métabolisme et va favoriser l'élimination des toxines et des graisses.

Astuce du jour:

pour diminuer les symptômes de la migraine:

- 1- Appliquer un baume de menthe poivrée au niveau des tempes.
- 2- Consommer un peu de caféine.
- 3- Appliquer du froid sur le front et les yeux.
- 4- Masser un point de pression entre le pouce et l'index.
- 5- Se reposer dans un endroit calme et obscur.
- 6- Mâcher un crayon.
- 7- Boire une infusion au gingembre.

CITATION DU JOUR

« Croyez en vos rêves et ils se réaliseront peut-être. Croyez en vous et ils se réaliseront sûrement. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf -Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

13^{ÈME} FESTIVAL CULTUREL NATIONAL DE THÉÂTRE D'EXPRESSION AMAZIGHE À BATNA

Sept pièces en compétition

La 13^{ème} édition du festival culturel national de théâtre d'expression amazighe s'est ouverte jeudi dernier au théâtre régional Dr. Salah Lombarkia de la ville de Batna.

Mohamed Yahiaoui, représentant du ministre de la Culture et des Arts Zouhir Ballalou, a donné le coup d'envoi de la manifestation en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek, d'intellectuels, d'artistes, de dramaturges et d'une assistance nombreuse d'adeptes du quatrième art. Dans son allocution lue en son nom par M. Yahiaoui, le ministre de la Culture et des Arts, a dit "nous avons l'honneur aujourd'hui de célébrer ensemble l'ouverture de cette nouvelle édition du festival culturel national de théâtre amazighe que nous considérons comme un événement d'une importance croissante d'une année à l'autre constituant une marque éclatante sur la scène théâtrale algérienne".

Et d'ajouter : "ce festival a montré à travers ces précédentes éditions qu'il était plus qu'une manifestation et compétition artistique. Il constitue une plateforme d'expression créative, un pont de communication entre les générations et un véritable



laboratoire de développement des pratiques théâtrales et de consolidation du rôle du théâtre dans l'édification de la conscience sociale, la préservation de l'identité et de l'authenticité culturelle en tant que base solide face aux défis modernes pour édifier un avenir durable".

S'adressant aux amoureux du théâtre et leaders de la créativité, il a relevé que "la rencontre d'aujourd'hui en l'honneur du théâtre et de ses artistes à l'occasion de la célébration du 70^{ème} anniversaire de la glorieuse Révolution et au sein de la ville moudjahida de Batna dont le sol

conserve la mémoire du combat, de la volonté et de la résolution et en ce moment difficile durant lequel nos frères à Ghaza endurent l'agression de l'opresseur, nous élevons nos voix dans ce festival pour affirmer que la culture et l'art ne se détachent point des causes humanitaires et du soutien des causes justes". Le commissaire du festival, Abdelhamid Allaoui, a affirmé que "de grands efforts ont été faits dans cette édition pour offrir l'occasion aux jeunes créateurs de révéler leurs talents et d'entrer en contact avec les acteurs du domaine de sorte à mettre en exergue, valoriser et préserver notre patrimoine culturel en tant que pan important de la culture nationale".

La soirée d'ouverture a été marquée par la distinction de plusieurs figures artistiques et acteurs culturels et l'interprétation de morceaux musicaux du patrimoine au grand bonheur des spectateurs qui les ont longuement applaudis. Sept pièces dont deux des théâtres régionaux de Batna et de Tizi Ouzou et cinq de troupes de Bouira, de Touggourt, de Bejaia et de Timimoune rivalisent pour les prix du festival organisé sous le thème "racines et authenticité". Le festival qui se poursuivra au 2 décembre verra l'organisation de deux conférences animées par des universitaires et dramaturges. Deux ateliers de formation des jeunes adeptes du théâtre aux arts scéniques et à l'écriture théâtrale en amazighe ont démarré peu de temps du coup d'envoi de cette manifestation.

OUARGLA

Appel à promouvoir la littérature pour enfants à travers les nouvelles technologies

La nécessité de promouvoir la littérature pour enfants à travers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information a été recommandée par les participants au séminaire international du livre sur la littérature de l'enfant à l'ère des médias numériques, clôturée jeudi à Ouargla. Les recommandations adoptées par les participants, constitués d'universitaires, hommes de lettres et de culture, concernés par la littérature pour enfants, ont appelé à renforcer la mission culturelle des établissements pédagogiques, à l'effet de contribuer à la promotion de la créativité littéraire de l'enfant, sa diffusion via les nouvelles technologies pour l'encouragement des talents en herbe et la réunion des conditions favorables à la généralisation de l'exploitation de ces supports d'information. Les participants ont également plaidé pour la valorisation de l'utilisation de la langue arabe dans les technologies d'information concernant la littérature de l'enfant, en vue de mettre la langue au diapason des nouveautés par l'encouragement de la formation en technologies de l'information. Ils ont également recommandé aux institutions universitaires et aux établissements culturels de mettre en place des équipes de recherches chargées de développer la culture et la littérature de l'enfant à l'ère de l'Internet, la formation des élites culturelles en Algérie et dans les pays arabes, et l'élaboration de projets basés sur des approches culturelles pour les générations montantes. Les recommandations ayant sanctionné le séminaire, organisé dans le cadre du festival culturel international du livre, de la littérature et de la poésie, ont également suggéré, lors de cette dernière séance, d'adopter pour la prochaine édition de ce festival le titre de

"Les routes caravanières, de l'échange commercial au culturel", en consécration de la position de l'Algérie comme trait d'union entre l'Afrique et le monde. La séance de clôture a été couronnée par une cérémonie en l'honneur des trois lauréats du concours des meilleurs écrivains et auteurs littéraires pour enfants et de certaines figures littéraires ayant contribué à l'enrichissement de la scène culturelle et littéraire. Cette manifestation culturelle

qu'a abritée la bibliothèque principale de lecture publique "Moudjahid Mohamed Tidjani" (24-28 novembre) vise à enrichir la scène culturelle, à consolider le dialogue académique sur les enjeux à l'ère numérique et ses effets sur l'identité littéraire et intellectuel des nouvelles générations, à valoriser les jeunes talents littéraires, et à consolider la communication culturelle entre les pays arabes, a affirmé le commissaire du festival, Laid Djellouli.

MÉDÉA

L'amélioration des outils de préservation des biens culturels immobiliers en débat

L'amélioration des outils de préservation et de valorisation des biens culturels immatériels est au centre des débats d'un séminaire national de formation, ouvert mercredi à la bibliothèque principale de lecture publique de Médéa. La rencontre consacrée à l'examen des outils de préservation et de valorisation des biens culturels immobiliers, organisée par la direction locale de la culture et des arts avec le concours de l'Institut d'architecture et d'urbanisme de l'Université Blida 1, offre l'opportunité aux concernés de débattre des contraintes rencontrées sur le terrain et de proposer des solutions pour améliorer le travail qui se fait en la matière, selon les organisateurs. D'une durée de deux jours, l'événement permettra aux universitaires, architectes, urbanistes, responsables des bureaux d'études et cadres du secteur de la culture de plusieurs wilayas du pays, d'examiner les différentes expériences menées à travers le territoire national en matière de préservation et de valorisation des biens culturels immobiliers, a indiqué la directrice de la culture et des arts de Médéa, Salima Gaoua, à l'ouverture du séminaire. La présence d'un aréopage de spécialistes et d'universitaires en contact direct et permanent avec tout ce qui a trait aux biens culturels anciens permettra de "renforcer les échanges entre les participants et de dégager des propositions pratiques susceptibles de perfectionner le travail entrepris sur le terrain ou dans le domaine de la formation du personnel chargé de la restauration, de la préservation ou de la promotion de ces biens culturels", a expliqué, pour sa part, la directrice de l'Institut d'architecture et de l'urbanisme de l'Université de Blida 1, Naima Mahindad. L'organisation de ce séminaire vise, selon Mme Mahindad, à "établir un retour d'expérience des travaux déjà réalisés sur le terrain en matière de maîtrise d'œuvres et d'ouvrages, l'établissement d'un bilan autour des acquis accomplis en matière de prise en charge effective du patrimoine national culturel immobilier, mais aussi à aborder les difficultés et les contraintes pouvant survenir lors de l'exécution des plans de sauvegarde ou la matérialisation des projets de restauration".

MUSÉE "AHMED ZABANA" D'ORAN

Exposition en hommage à l'artiste-peintre Mekki Abderrahmane

Le Musée national public "Ahmed Zabana" d'Oran a inauguré, jeudi soir, une exposition en hommage à l'artiste-peintre Mekki Abderrahmane, à l'occasion du premier anniversaire de sa disparition, survenue le 27 novembre 2023. Cette exposition comprend 53 œuvres, illustrant les principales thématiques et techniques de l'artiste tout au long de sa carrière, notamment ses explorations des peintures à l'huile. Cette exposition a pour but de valoriser l'œuvre de Mekki Abderrahmane, un artiste qui a consacré sa vie à l'art pictural. L'événement permet de découvrir son approche abstraite et l'impact de sa vision artistique unique, où le mouvement de son pinceau et l'harmonie des couleurs occupent une place centrale. Il s'agit également de célébrer son héritage et de faire connaître son rôle important dans la scène artistique locale et internationale. Mekki Abderrahmane a étudié à l'Ecole des Beaux-arts d'Oran, puis à Alger et à Paris, où il a affiné ses compétences. Il a enseigné pendant plus de quarante ans, formant de nombreux artistes et a également dirigé l'Ecole régionale des Beaux-arts d'Oran de 1992 à 2021. Le défunt artiste-peintre a participé à des expositions en Algérie et à l'international, avec des œuvres présentées en Egypte, en Tunisie, en France et en Belgique. En plus des œuvres exposées, le Musée conserve deux œuvres offertes par l'artiste en 1991 et 1993. Cette exposition, qui a vu la présence des amis de l'artiste et des amoureux de l'art pictural, rend hommage à un artiste qui a marqué son époque et continue d'inspirer de nouvelles générations de peintres, indique-t-on.

KHENCHELA

Les 7^{es} Journées littéraires du 3 au 5 décembre prochains

La maison de la culture Ali-Souaihi de Khenchela abritera, du 3 au 5 décembre prochains, la 7^{ème} édition des Journées littéraires, ont annoncé, mercredi, les organisateurs. La directrice de la maison de la culture, Samia Merzougui, en charge de l'organisation de cette manifestation culturelle en coordination avec l'Association Al Kalima pour la Culture et l'information (Alger), a déclaré que ces journées, organisées cette année sous le thème "La littérature est résistance", sera marquée par des conférences sur la poésie, la prose et le théâtre, animées par des écrivains et des poètes issus de plusieurs wilayas du pays. Elle a également fait savoir que cette édition accueillera plusieurs personnalités littéraires, professeurs d'université et chercheurs en littérature, dont Brahim Seddiki, Rabia Djalti, Abdelali Mezghiche, Amar Gouasmia, Nasreddine Bekria, Badr Mennani et Naziha Taif. La manifestation sera "une occasion de rencontres et d'échanges entre écrivains et poètes venus de différentes wilayas de l'Algérie profonde", a-t-elle ajouté, notant que les thèmes devant être abordés lors de ces journées littéraires traiteront de plusieurs sujets destinés à promouvoir l'activité culturelle en Algérie. Mme Merzougui a précisé que cette édition, qui coïncide avec la commémoration du 70^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution, se distinguera par "le mode de présentation des œuvres", sous la forme d'ateliers encadrés par des professeurs et des universitaires de la wilaya de Khenchela et d'autres régions du pays.

Mots croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									

HORIZONTALEMENT

1 - Fanatique - 2 - Phase initiale de la formation du fruit - 3 - Enzyme - Arrivées en criant - 4 - Diapason - Raboteuse - 5 - Étoffes - Cheville - 6 - Démonstratif - Traces - 7 - natte - 8 - Apprécie - Pas de panique - 9 - En bien - Brillait sur le Nil - Points opposés - 10 - Donne un ordre - Samarium - 11 - Canaux - Menée en bateau - 12 - Assurée - Geôles.

VERTICALEMENT

1 - Inévitables - 2 - Drame nippon - Stupidité - Personnel - 3 - Envoya ad patres - Question d'un test - Jeu de balles à la fête - 4 - Îlot de verdure dans un désert - Pressée - 5 - Trait d'union - Au bas d'un écrit - Mélodie - 6 - À l'essai - Faire le guet - Direction - 7 - Érodes - Sont en avance sur les autres - 8 - Rasées - Article - 9 - Patrie de Zénon - Devient coulant - 10 - Boit de l'alcool - En Inde, leurs graines sont considérées comme un symbole d'immortalité.

Mots fléchés

Tolérées	Timoré	Pronom	Astate	Méprise
Aller à sa ruine	Signe musical	Appelé	Fin de participe	Battit le pavé
Garage				Consonne double
Le matin				Vieux Indiens
Éléments chimiques	Moitié de huit		Acide	
Risquée	Grosses mouches		De suite	
			Grecque	
			Arrivée en criant	
Suit le docteur		Tête de canard		Identique
Chaire		En bonne santé		
		Brillait sur le Nil	Direction	Rushs
			Cube	
Déformé	Poisson			Erbium
	Napperon		Heureux gagnant	Pays
		Outil de traçage	Colla	
Forme d'être			Lettres de gitane	Partie de partie
Note			Cérium	
		Tamis		
	Agitations			

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Dévergondée (11 lettres)

G	T	G	T	N	A	L	L	A	E	S	I	R	P	O	G	D	M
E	R	R	R	E	G	A	S	U	E	T	S	E	L	A	R	O	N
B	R	A	U	E	I	O	F	T	E	U	O	J	L	U	R	O	V
O	S	E	N	O	U	E	L	L	A	B	R	E	O	N	T	S	O
N	I	E	I	D	C	M	O	U	L	E	T	S	E	E	S	I	I
D	A	R	G	R	E	S	U	T	A	I	H	M	J	A	I	A	E
D	L	U	E	E	P	E	R	U	P	M	I	O	E	E	S	B	T
N	E	S	I	T	E	D	R	U	O	L	E	U	P	D	A	A	R
U	R	U	T	E	S	T	I	A	R	T	R	T	P	R	O	R	A
O	E	E	R	A	I	R	I	A	L	C	E	T	U	U	E	T	C
R	S	S	A	R	A	E	T	E	I	D	T	R	O	O	T	A	E
T	I	I	P	U	R	I	A	S	S	E	R	O	H	G	S	G	E
E	A	O	N	A	F	E	L	U	O	F	A	S	S	D	I	U	N
V	I	T	S	E	I	N	O	G	R	A	J	N	E	E	L	O	N
A	N	S	S	E	T	R	A	T	E	D	R	O	H	S	R	N	O
N	I	N	E	F	I	S	I	O	E	T	R	E	N	I	L	P	B
S	E	T	N	E	V	E	S	I	A	D	E	S	I	R	C	A	E
D	E	T	I	S	I	V	T	E	V	R	O	E	U	S	S	I	V

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALLANT - ARTERE - ASSIS - BALLE - BOND - BONNE - CLAIR - COURT - CRISE - DAIS - DENSE - DIETE - ECART - ESSAI - EVENT - FOIE - FOULE - FRAISE - GALET - GOURDE - GRANDE - HIATUS - HORDE - HOUPPE - IMPURE - INERTE - ISSUE - JARGON - JETON - JOUET - LESTE - LISTE - LOURD - MORNE - MOULE - MOUT - NAVET - NIAISE - NOUGAT - OASIS - OISIF - ORVET - PARTIE - PRIERE - PRISE - RABAIS - RELAIS - ROUND - SERPE - SORT - SOURD - TARTE - TOISE - TRAIT - URAETE - USAGER - USURE - VALSE - VISITE - VOIE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Appel - Tifs - 2. Suis - Air - 3. Si - Tan - Ras - 4. Essai - Tels - 5. Neuf - Règle - 6. Traité - Ues - 7. NLD - Ale - 8. Muta - Ali - 9. Es - Dés - EES - 10. Nages - Arme - 11. T.N.A - Soi - Ue - 12. Stipendiés.

VERTICALEMENT :

1. Assentiments - 2. Puiser - Usant - 3. Pi - Suant - Gai - 4. Estafilade - 5. Aï - TD - Esse - 6. An - Ré - As - On - 7. Ti - Té - Al - Aid - 8. Irrégulier - 9. Allée - Émue - 10. Sasses - Usées.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Émérites - Élues - Son - Nu - En - Mine - Té - Âmes - Fers - Année - Er - Presse - Oseraie - St - Rate - Tée - As - Serra - Ère - Aérée - Amère - Gère.

VERTICALEMENT :

Ameutées - Sem - EL - Errer - Ré - Grue - Raser - Iéna - Pâté - Ets - Mariera - Menée - Reg - Assises - Tare - On - Esse - Er - Gênee - Ététée.

MOTS MASQUÉS VANDALISME

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA
DIMANCHE 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 - PRIX : BERDIS - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 3500.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Vers une arrivée à surprises

Il y aura treize partants de 3 ans et plus de race arabe d'une qualité modeste à ses ranger sous les ordres du starter ce jour à l'hippodrome de Barika dans le prix Berdis retenu en la circonstance pour servir de cadre au pari tiercé, quarté et quinté et il faut se rendre à l'évidence que nous sommes en présence d'une course assez particulière où la plupart des coursiers totalisant presque le même gain sauf deux avec zéro gain, Meziana de Bio qui va faire sa première apparition sur les pistes et Candisia cette vieille femelle de 9 ans, une spécialiste de cette distance du jour, Orgaid un coursier déclassé qui totalise uniquement 37 000 DA, sans oublier la jeune pouliche Mahbouba avec 63 000 DA. Donc, on peut dire que nous sommes confrontés à une épreuve qui nous donnera du fil à retordre car aussi extraordinaire que cela puisse paraître aucune ligne de jeu aussi sommaire soit elle ne se dégage dans cette course. La logique nous dicte d'accorder les faveurs du pronostic, aux chevaux qui auront l'avantage d'être pilotés par des jockeys plus expérimentés car le jockey contribue à hauteur de 50% des chances de réussite.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. FARIDIX. C'est un coursier qui a déjà été confronté des chevaux plus balaises au lot du jour, jouera un rôle important dans cette course.

2. EL MORDJENE. Ce mâle alezan de 7 ans n'aura pas la tâche facile dans cette distance.

3. NEDJM EL FETH. Il reste dans l'argent ce mâle de 7 ans, depuis le meeting d'été logiquement il sera parmi les

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
S. MEKIDECHE	1	FARIDIX	O. CHEBBAH	57	4	A. DJEBBAR
ABZ. KHODJA	2	EL MORDJENE (0)	A. HAMIDI	57	7	PROPRIÉTAIRE
AB. LOUNISSI	3	NEDJM EL FETH (0)	H. RAACHE	56	10	H. FERHAT
AL. AOUDAD	4	TOISANDOR	SH. BENYETTOU	56	1	B. LAHMICI
M. SELLAMI	5	NOUR ECHAMS	JJ:AB. AIDA	56	11	B. AIDA
S. MECHEGHEB	6	MEZIANA DE BIO	I. GRAOUI	55	13	PROPRIÉTAIRE
H. AISSANI	7	JOUHARAT HODNA	CH. ATTALLAH	55	9	PROPRIÉTAIRE
CB. MISSAOUI	8	ORGAID	A. KOUAOUCI	55	5	PROPRIÉTAIRE
AB. LOUNISSI	9	HIBA D'HEM	S. BENYETYOU	55	12	H. FERHAT
AN. GRAOUI	10	CANDISIA	T. ALI OUAR	55	2	PROPRIÉTAIRE
SA. BOUDIAP	11	MAHBOUBA	AB. ATTALLAH	54	6	PROPRIÉTAIRE
R. BOURMEL	12	FEMINA	T. KOUOUACI	54	3	PROPRIÉTAIRE
T. KHESSAM	13	MAGDALENA	CH. CHAABANE	53	8	B. LAHMICI

cinq.

4. TOISANDOR. Au-dessous du lot.

5. NOUR ECHAMS. C'est une femelle très classique, jouera les premiers rôles dans cette épreuve.

6. MEZIANA DE BIO. Course d'entrée, cette fille de Malibio et Khibra.

7. JOUHARAT HODNA. Cette jeune femelle de 5 ans peut venir créer un exploit, elle est confiée à un jockey qui a les moyens techniques pour la mettre sur le podium.

8. ORGAID. Ce coursier gris n'est pas engagé pour jouer le rôle minime dans ce classique a énormément de moyens et visera la plus haute marche du podium.

9. HIBA D'HEM. C'est une jument très rapide et accrocheuse, son seul handi-

cap, le parcours est au-dessus de ses moyens car elle préfère des parcours réduits à celui du jour.

10. CANDISIA. Méfiance, cette jument classique est confiée au jockey Tidjani Ali Aouar, très efficace dans les distances classiques comme celle du jour.

11. MAHBOUBA. cette jeune pouliche a déjà prouvé sa présence dans des lots plus robustes en plus elle garde toujours son jockey fétiche AB. Attallah.

12. FEMINA. À revoir.

13. MAGDALENA. Barrée en théorie.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

5. NOUR ECHAMS- 8. ORGAID 1. FARIDIX - 3. NEDJM EL FETH- 11. MAHBOUBA

LES CHANCES

7. JOUHARAT HODNA - 10. CANDISIA

Arrestation d'un groupe de malfaiteurs pour vol de tuyauteries en cuivre pour le gaz de ville à Biskra



Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Biskra ont arrêté un groupe de malfaiteurs impliqué dans le vol de tuyauteries en cuivre utilisées pour le gaz de ville et récupéré plus d'un quintal de morceaux de tuyaux volés, a indiqué mercredi un communiqué des mêmes services. "Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Biskra ont arrêté un groupe de malfaiteurs composé de trois (3) individus âgés de 19 à 23 ans, impliqués dans le vol de tuyauteries en cuivre utilisées pour le gaz de ville", a précisé la même source. "Agissant suite à des informations communiquées à la Gendarmerie nationale par un citoyen via le numéro vert (1055), selon lesquelles des individus se livraient au vol de tuyauteries en cuivre, les éléments de la GN ont formé une patrouille et se sont rendus sur les lieux, où un premier suspect a été arrêté et conduit au siège de la Gendarmerie nationale pour poursuivre l'enquête", selon la même source. "Suite à l'exécution de mandats de perquisition des domiciles des autres mis en cause, l'opération a permis l'arrestation de deux autres suspects et la saisie de près de 120 kilogrammes de morceaux de tuyauteries en cuivre volées, d'une valeur estimée à 1.500.000 DA", a ajouté la même source. À l'issue des procédures de l'enquête, "les mis en cause seront déférés devant les juridictions territorialement compétentes", conclut le communiqué.

Oran : plus de 15 000 visiteurs aux Journées de l'enfant pour l'éducation interactive "Khotwatek"

La troisième édition des Journées de l'enfant pour l'éducation interactive "Khotwatek", qui s'est clôturée, samedi au Palais des expositions d'Oran, a enregistré une forte affluence estimée à plus de 15.000 visiteurs, principalement des enfants. Le responsable de l'organisation de cet événement, Sofiane Zaki, a indiqué à l'APS que cette édition a attiré plus de 15.000 élèves du cycle primaire et des classes préparatoires, issus de plus de 100 écoles d'Oran, ainsi que des élèves d'écoles privées des wilayas de l'Ouest algérien, des membres des Scouts musulmans algériens (SMA) et d'autres associations. Les enfants ont bénéficié d'activités pédagogiques, ainsi que d'espaces éducatifs



et de découverte, où des ateliers innovants ont été proposés gratuitement à leur attention. Par ailleurs, une grande affluence a été constatée dans les villages pédagogiques, notamment ceux consacrés aux métiers d'avenir, à l'alimentation saine, à la prévention routière, ainsi qu'aux ateliers du fermier, du bâtisseur et du conteur, a fait savoir la même source. Le programme de cette édition s'est articulé

autour de six thématiques conçues sous forme de villages pédagogiques, à savoir santé et sport, environnement, alimentation saine, métiers d'avenir, arts et créativité. Des activités visant à développer les compétences physiques et intellectuelles des enfants figuraient également au programme. En parallèle, cet événement, organisé durant six jours par l'agence Win Advents, en coordination avec la direction de l'Education, a été marqué par la tenue de conférences et de séminaires destinés aux parents d'élèves. Les interventions ont abordé les méthodes et les outils pour une bonne éducation, ainsi que d'autres thématiques liées à l'éducation.

Accidents de la circulation: 9 morts et 359 blessés en 48 heures



Neuf (09) personnes sont décédées et 359 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Les accidents les plus mortels ont été enregistrés à travers les wilayas de Blida, Bejaia, Mostaganem, Relizane, Timimoune, Bechar, El Taref, Ouargla et Tindouf, précise la même source. À noter également, l'intervention des éléments de la Protection civile pour prodiguer des soins de première urgence à 10 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO, émanant des appareils de chauffage et chauffe baigns à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Médéa, Blida et Sétif. Aussi, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou et Djelfa.

Démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues à Skikda

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la commune de Ben Azzouz (Skikda) ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues et de comprimés psychotropes et à la saisie de plus de 1000 capsules de psychotropes, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps sécuritaire. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Ben Azzouz relevant de la section de Azzaba, ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues et de comprimés psychotropes dans cette commune", a ajouté la même source. "Agissant sur la base d'informations recueillies sur un réseau de trafic de drogues, les éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en place un plan bien ficelé et procédé à la perquisition de deux domiciles avec l'aide d'une équipe cynotechnique". "L'opération s'est soldée par l'arrestation de trois (3) individus et la saisie de 1100 capsules de différents types de psychotropes, de 67g de kif traité, de deux (2) téléphones portables, d'un sabre artisanal et d'un montant de 23.950.000 DA", a ajouté la même source. "Après achèvement des investigations, les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes", lit-on dans le communiqué.

Tizi-Ouzou: saisie de plus de 700 grammes de cocaïne

Une quantité de 724,7 grammes de cocaïne et 101 capsules de comprimés psychotropes ont été saisies et trois individus, âgés entre 22 et 35 ans, ont été arrêtés à Tizi-Ouzou, rapporte mercredi un communiqué de la sûreté de wilaya. Les trois individus étaient également en possession d'armes blanches, de couteaux et de bonbonnes lacrymogènes, ainsi que d'une somme d'argent de 140.000 DA et 250 euros, revenus de leur trafic, a ajouté la même source. Présentés devant le parquet de Tizi-Ouzou, ils ont été placés en détention provisoire pour commercialisation de produits stupéfiants en bande organisée.

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) ont mis fin aux activités d'une bande qui écumait les cités de la ville, avec arrestation de 36 suspects et saisie d'armes blanches, de cartouches et de fumigènes, selon un communiqué publié samedi par la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Les faits de cette

affaire remontent au 24 novembre 2024, lorsque les services de la sûreté de daïra d'Ain M'lila ont reçu des informations signalant une bagarre impliquant plusieurs individus utilisant des armes à feu et des armes blanches dans une des cités de la ville, précise le document. Après avoir mis fin à l'affrontement, les policiers, en coordination avec le parquet, ont arrêté 36 personnes âgées de

21 à 60 ans, et saisi différentes armes et munitions, à savoir des sabres, des couteaux, des barres de fer, des battes et 33 cartouches, ainsi que deux poids lourds utilisés comme "béliers" et pour entraver la circulation", souligne le communiqué. Les suspects interpellés ont été présentés devant le juge d'instruction qui a ordonné la mise en

détention préventive de neuf (9) d'entre eux, le reste de la bande ayant été placé sous contrôle judiciaire pour "appartenance à une bande de quartier, détention d'armes à feu, port d'armes blanches et participation à des bagarres avec coups et blessures", conclut le communiqué.

Oum El-Bouaghi : une bande de quartiers composée de 36 individus neutralisée

Décès du journaliste Mohamed Salah

Le journaliste Mohamed Salah est décédé, samedi à l'âge de 81 ans, a-t-on appris du quotidien El Djoumhouria où il avait exercé. Le défunt, qui a occupé le poste de rédacteur en chef au sein de ce journal public édité à Oran, de 1980 à 1997, est considéré par la corporation médiatique comme une figure de proue de la presse algérienne. Retraité depuis 1997, Mohamed Salah avait entamé une carrière journalistique dès 1970 et a également contribué, aux côtés de la première génération du journal El Djoumhouria, à encadrer et former de nombreux journalistes, a-t-on souligné de même source. La dépouille du défunt sera inhumée aujourd'hui (dimanche) au cimetière d'Ain El Beïda, à Oran.

MISE AUX POINGS
«L'Europe est responsable de la poursuite du conflit car des pays comme la France et l'Espagne ont déclaré ouvertement leur soutien au projet expansionniste de l'Etat d'occupation, et ce en coïncidence avec la décision de la CJUE»
Le Premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Bouchraya Hamoudi Bayoune



EXPRESS- HISTORIQUE

Drôle de secret (9)

Dans sa fuite, le jeune apprenti trébucha et tomba en heurtant un âne et son maître...

En apercevant les oreilles de l'âne, il fut pris d'un fou rire, ce qui offensa le vieil homme, qui ne comprenait pas la raison de son hilarité.

Encore une fois, au moment de révéler le secret, l'image du bourreau surgit dans son esprit...

MÉTÉO D'ALGER

Dimanche 1^{er} décembre 2024

20 °C / 11 °C

Dans la journée : Nuageux
Vent : 12 km/h
Humidité : 81%

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 6 km/h
Humidité : 91%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Dimanche 29 djoumad el oula 1446

Dohr : 12h37
Assar : 15h14
Maghreb : 17h35
Îcha : 18h59

Dimanche 29 djoumad el oula 1446
Sobh : 06h12
Chourouk : 07h44

E-PAIEMENT CHEZ «NAFTAL»

42 000 transactions par mois via cartes CIB et Edahabia

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers «Naftal» enregistre mensuellement environ 42 000 transactions par TPE (Terminal de paiement électronique) au niveau de ses stations-service et ambitionne d'augmenter ce nombre à travers plusieurs mesures qui seront mises en place prochainement, a indiqué un responsable de cette entreprise publique.



Ph : DR

S'exprimant à l'APS le directeur de l'E-paiement à Naftal, Adel loualalen a déclaré que, «le nombre des paiements électroniques au niveau des stations-service Naftal a atteint près de 42.000 transactions par mois via cartes CIB et Edahabia», soulignant que «l'entreprise a réussi, dans le cadre de la convention signée avec la BEA en 2022, à assurer ce service dans toutes ses stations-service, ses centres de conversion Sirghaz (GPL/C), ses centres lubrifiants et pneumatiques et ses showrooms». Dans le même sillage, il a fait savoir l'«importance de la signature, le 29 octobre dernier, de l'avenant à la convention de partenariat entre Naftal et la BEA, visant à encourager les stations-service qui opèrent sous la bannière de Naftal (237 stations en gestion libre et 1.538 points de vente agréés) à offrir à leurs clients les services de l'e-paiement, en les équipant de TPE sous condition qu'elles détiennent un compte bancaire BEA». Selon la même source, «Naftal compte aussi profiter du système de l'e-paiement instantané, ainsi que du système de paiement par QR Code lorsqu'ils seront lancés», notant que «ces systèmes

contribueront à augmenter sensiblement le nombre de transactions dans les stations-service». En outre, M. loualalen a indiqué que, «Naftal prévoit de lancer un programme de fidélité pour inciter ses clients à utiliser l'e-paiement dans les stations-service», précisant que «les clients accumulent, dans le cadre de ce programme, un certain nombre de points pour chaque transaction, ce qui leur permet de recevoir un cadeau ou un service gratuit tel qu'un lavage de voiture», ajoutant que «ce projet est en phase de maturation». Ces mesures, estime-t-il, «devront contribuer à augmenter le nombre de transactions électroniques dans les stations-service, jugé «modeste» par rapport au grand nombre de cartes de paiement (environ 17 millions de cartes CIB/Edahabia). Quant aux opérations via les cartes prépayées (Naftal Card) destinées aux entreprises, M. loualalen a précisé que «durant les dix premiers mois de l'année en cours, la société a enregistré plus de 9,7 millions de transactions». Selon M. loualalen, «le nombre de clients du service «Naftal Card», lancé en 2017, a atteint 19.000 clients», soulignant que «ce service a réussi à remplacer à 95 % le bon de carburant,

et que des efforts sont en cours pour généraliser le service aux entreprises et organismes restants». À cet effet, Naftal a mis en place les équipements nécessaires compatibles avec «Naftal Card» au niveau de toutes ses stations-service et 85% des stations-service qui opèrent sous le logo de Naftal (gérées par des privés).

L. Zeggane

À TRAVERS TOUTES LES MOSQUÉES DU PAYS "Salat El-istisqa" accomplie hier

Salat El-istisqa a été accomplie, hier, à travers toutes les mosquées du pays, suite à la sécheresse qui a affecté la plupart des régions du pays.

Cette prière, accomplie en deux unités de prières (Rak'ah) est une Sunna du Prophète Mohammed (QSSSL) qu'il recommande en cas de sécheresse. Les imams ont insisté dans leurs prêches, sur le devoir de remercier Allah Tout-Puissant pour toutes ses grâces, de l'adorer et de multiplier les invocations et les prières pour abreuver le pays et préserver la paix et la sécurité qui y règnent. Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait appelé dans un communiqué, à «l'accomplissement de Salat El-istisqa, hier, à travers toutes les mosquées du pays, suite à la sécheresse qui a affecté la plupart des régions du pays et compte tenu des demandes pressantes des citoyens, et ce conformément à la Sunna du Prophète (QSSSL)». Le ministère avait appelé, à cette occasion, les fidèles à «se repentir auprès du Tout-Puissant, préserver les liens de parenté, multiplier les bonnes actions, donner l'aumône aux pauvres et aux nécessiteux, afin de répandre la miséricorde et la solidarité sociale parmi les gens».

L. Z.

SOUS-RIRE

La France chassée du Sénégal et du Tchad



Belkacem

UNION DES ASSUREURS ET REASSUREURS DE RISQUES COMMERCIAUX ET NON COMMERCIAUX DE L'OCI

La 14^e AG annuelle s'ouvre aujourd'hui à Alger

La 14^e Assemblée générale annuelle de l'Union des assureurs et réassureurs de risques commerciaux et non commerciaux des pays de l'Organisation de la coopération islamique (Aman) se tiendra demain, et ce, jusqu'au mardi prochaine à Alger, et examinera notamment les stratégies visant à stimuler l'assurance-crédit et les échanges commerciaux, afin de favoriser l'intégration économique régionale, a indiqué l'Union dans un communiqué.

Cette assemblée, qui sera accueillie par la Société algérienne d'assurance et de garantie à l'exportation (Cagex) «servira également de plateforme d'échange de connaissances, de développement de partenariats et d'exploration de nouvelles opportunités pour améliorer la gestion des risques et les services d'assurance dans la région», a noté la même source ajoutant qu'«il s'agira pour les participants de délibérer particulièrement sur les moyens de promouvoir la coopération régionale pour la durabilité mondiale, sur le rôle de l'assurance-crédit dans la promotion des échanges commerciaux et la réalisation des ODD, et sur l'importance de l'information sur le crédit dans l'atténuation des risques et l'optimisation des recouvrements de crédits commerciaux». Selon le communiqué, «le rassemblement offre également aux participants l'occasion d'échanger avec des leaders du secteur, d'obtenir des informations sur les tendances actuelles du marché et les perspectives d'avenir, en plus d'explorer des solutions innovantes aux défis auxquels le secteur est confronté». Pour sa part, M.Khalid Khalafalla, Secrétaire général de l'Union Aman, a cité dans le communiqué, «nous sommes ravis d'accueillir la 14^e Assemblée générale annuelle en Algérie». Ajoutant, «cet événement offre à nos membres une occasion unique de se réunir, de partager des idées et de collaborer sur des stratégies qui amélioreront l'assurance-crédit et favoriseront les échanges commerciaux entre l'Afrique, les pays arabes et islamiques, assurant ainsi une croissance durable et une résilience accrue dans la région». Alors que nous naviguons dans un paysage mondial de plus en plus complexe, «le rôle de l'Union Aman dans la promotion de la coopération et de l'innovation est plus crucial que jamais», a précisé, Khalafalla.

Pour rappel, Forum professionnel réunissant les assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux des pays membres de l'OCI ainsi que la Société arabe de garantie des investissements et des crédits à l'exportation (DHAMAN), l'Union Aman a été créée en 2009 à la suite d'un accord bilatéral entre la Société arabe de garantie des investissements et des crédits à l'exportation (DHAMAN) et la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) afin d'unir leurs efforts en vue d'établir une union des assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux dans leurs pays membres, a conclu la même source.

L. Z.